



« Face à la collaboration avec l'extrême droite, nous choisissons la résistance »

Fabien Roussel appelle la gauche et les Français à refuser l'alliance entre les macronistes et le RN. « La coalition du Nouveau Front populaire est toujours là, prête à gouverner », assure le secrétaire national du PCF. **P. 2**

JEUDI 12 SEPTEMBRE 2024. | N° 24025. | 2,70 € | www.humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS **l'Humanité**

« ANGELA DAVIS SERA LA RENCONTRE DE MA VIE »

FÊTE DE L'HUMANITÉ J-1

À la Fête de l'Humanité, l'écrivain Alain Mabanckou dialoguera avec la militante féministe et antiraciste à laquelle il vient de consacrer son dernier ouvrage. **P. 16**





ÉDITORIAL

PAR MARIE-JOSÉ
SIRACH

Ceux «d'en bas»

La dernière enquête réalisée par le Secours populaire français est sans équivoque. La pauvreté dans notre pays augmente. À quoi mesure-t-on la pauvreté ? 35 % des Français parviennent à peine à boucler les fins de mois ; 62 % ont connu, ou sont en passe de connaître, une situation de pauvreté. Ce sont les plus précaires, les smicards, les ouvriers, les familles monoparentales, les retraités, les chômeurs et, désormais, les étudiants qui vivent en sursis, comptant le moindre euro de dépense pour ne pas sombrer. Que reste-t-il à cette partie de la population une fois payés le loyer, l'électricité, la nourriture ? Plus grand-chose. Le pauvre passe sa vie à compter. Alors il rogne sur les vacances, renonce à pratiquer une activité sportive, se prive de soins dentaires, saute des repas, ne va plus chez le coiffeur, ne se chauffe pas quand il fait froid. Certains cumulent deux emplois quand d'autres dorment dans leur voiture. Les caissières, les gardiens d'immeuble, les personnels de soins, les livreurs, etc., ils étaient les premiers de corvée, ils sont désormais « les gens d'en bas », comme les appelle le nouveau premier ministre. C'est peut-être plus chic que de les nommer « les sans-dents », mais c'est tout aussi cynique.

**Taper sur les pauvres,
épargner les plus riches,
telle est la devise
de la Macronie.**

La solidarité, la redistribution, la justice sociale et fiscale sont au cœur du projet républicain, héritage de la Révolution française et du Conseil national de la Résistance. Les politiques menées depuis maintenant des décennies lui tournent le dos. Taper sur les pauvres, culpabiliser les chômeurs, épargner les plus riches, telle est la devise de la Macronie. Les pauvres n'ont pas leur place dans la start-up nation. Les apôtres du libéralisme nous parlent de pouvoir d'achat quand il faudrait s'intéresser au pouvoir de vivre.

Alors, à quoi mesure-t-on la pauvreté ? À tous les chiffres vertigineux dévoilés par le Secours populaire français, aux salaires de misère mais aussi aux difficultés toujours plus grandes pour toujours plus de nos concitoyens d'accéder aux services publics, aux transports, à la culture, à l'éducation, à la santé, au bien-être. S'il est urgent d'augmenter les salaires, il est tout aussi urgent de faire du projet républicain l'alpha et l'oméga d'une politique digne de ce nom. ■

« Quand on s'allie avec l'extrême droite, c'est de la collaboration »



Fabien Roussel, au siège du Parti communiste français, place du Colonel-Fabien, à Paris, le 10 septembre.



GAUCHE Le secrétaire national du PCF, **Fabien Roussel**, appelle les Français à résister face à l'alliance entre les macronistes et le RN. « La coalition du Nouveau Front populaire sera toujours là et prête à gouverner », assure le responsable communiste, à la veille de la Fête de l'Humanité.



Fabien Roussel ne décolère pas : la nomination de Michel Barnier à Matignon constitue un « hold-up » démocratique. Mais, pour le dirigeant communiste, pas question de baisser les bras : ni sur le combat que devra mener la gauche pour arracher des avancées en direction du monde du travail, ni sur le défi des « Jours heureux » que veut construire le Parti communiste français. À ses yeux, il est possible d'éradiquer le chômage et de créer un « droit opposable à l'emploi ».

Que dit la nomination de Michel Barnier à Matignon de la droite française et des classes dirigeantes aujourd'hui ? Elle relève du choix du président de la République, qui refuse d'entendre ce qu'ont dit les Français dans les urnes. Il n'admet pas qu'il a été battu et qu'il faut changer de politique. C'est un choix clairement assumé de sa part de nommer un premier ministre qui va poursuivre sa politique. Michel Barnier va la prolonger, avec le soutien de

l'extrême droite. D'après les macronistes, il s'agit d'une « alliance de circonstance ». Mais quand on s'allie avec l'extrême droite, nous appelons ça de la collaboration. Nous, nous faisons le choix de la résistance.

Au-delà de l'appel à résister, le Nouveau Front populaire peut-il encore espérer faire respecter le vote du 7 juillet ?

Par différents moyens, les Français ont dit qu'ils veulent le changement. Des millions ont utilisé les bulletins de la gauche et des écologistes, rassemblés au sein de la coalition du Nouveau Front populaire (NFP). D'autres ont exprimé leur volonté de changement en votant pour les candidats du Rassemblement national (RN) au premier tour des législatives. Par ces deux votes, même s'ils sont à l'opposé, l'expression des Français est très claire en faveur d'une rupture, d'un changement profond. Ils veulent l'abrogation de la réforme des retraites, l'augmentation des salaires ; ils disent leur colère d'être abandonnés par les services publics. Ils se sentent méprisés. Emmanuel Macron fait le choix de ne pas les entendre.

L'Assemblée nationale est divisée en trois blocs, avec une coalition arrivée en tête, le NFP, mais qui n'a pas de majorité absolue. La gauche doit donc travailler à construire des majorités, des compromis texte par texte pour avancer. Nous restons dans cette perspective. Nous verrons bien ce que fera le gouvernement Barnier et combien de temps il se maintiendra. Mais la coalition du NFP sera toujours là et prête à gouverner.

Comment les Français perçoivent-ils ce déni de démocratie ?

Beaucoup de citoyens ont fait le choix de manifester le 7 septembre, à l'appel des organisations de jeunesse. J'espère qu'il y aura beaucoup de monde dans la rue également le 1^{er} octobre, pour demander l'abrogation de la réforme des retraites et la hausse des salaires. Dans les semaines et les mois qui viennent, nous devons chacun jouer notre rôle. Les syndicats, pour porter leur exigence de justice sociale. Nous, les politiques, avec nos élus au Parlement. Chacun va devoir pousser pour que les auteurs de ce hold-up de la démocratie soient renvoyés. Il va falloir se battre, résister. Mais tout ne se réglera pas au Parlement. Nous aurons besoin d'une intervention citoyenne, que les Français s'en mêlent. Les élus locaux et les agents des services publics auront un rôle à jouer. La politique du gouvernement accentuera les politiques d'austérité, diminuera les budgets, exigera des économies dans les services publics. Il ne faudra pas se laisser faire. Les maires vont devoir boucler leurs budgets d'ici à la fin de l'année, alors que dans le même temps on leur demandera des dizaines de milliards d'euros d'économies supplémentaires.

« Il faut défendre et porter le drapeau de l'union avec l'objectif de pouvoir l'emporter, donc de rassembler davantage de Français. »

Le Conseil national du PCF lance une campagne contre l'austérité. Quelle forme prendra-t-elle ?

D'abord, elle dénoncera l'austérité, parce que celle-ci va faire énormément de mal aux citoyens dans leur vie au quotidien. Les services publics, comme la santé et l'école ou la tranquillité publique, vont encore perdre en efficacité. Notre campagne montrera que l'utilisation des richesses est centrale. Ensuite, nous contesterons cette politique entièrement conçue au service du capital et au détriment du travail. Nous voulons mettre le travail au cœur du projet de société que nous défendons. Nous voulons interdire le chômage. Plutôt que de chasser les chômeurs, nous voulons faire vivre le droit au travail, inscrit dans la Constitution. Chacun doit avoir une place dans la société et recevoir une formation. Je propose même la création d'un droit opposable à l'emploi dans notre pays. Il s'agit de garantir que chaque personne sans travail se voie proposer au moins deux offres d'emploi correspondant à ses compétences, son expérience et dans son lieu de vie. Si tel n'était pas le cas, cette personne serait en mesure de déposer un recours. Chaque citoyen doit être en droit d'exiger deux offres d'emploi lui permettant de vivre, de se former, d'avoir un salaire. Et derrière le droit au travail, il y a la nécessité de reconstruire l'industrie, les services publics, d'embaucher et de former pour la transition écologique. C'est au cœur de notre projet pour la France. Le PCF est le parti du travail, du respect de la dignité humaine. Retrouver sa dignité, c'est se sentir respecté, trouver sa place dans la société. Le travail est central dans la reconstruction de la France, mais aussi de soi-même. C'est l'originalité du PCF.

Le NFP a-t-il commis des erreurs stratégiques qui l'ont empêché d'accéder à Matignon, comme le disent les macronistes ?

Nommer le premier ministre est la prérogative du président de la République. C'est lui qui a nommé Michel ■■■

■ ■ ■ Barnier, ce n'est pas la gauche. Il l'a fait parce qu'il ne veut pas remettre en cause sa politique, notamment la réforme des retraites. Revenir sur cette réforme est impensable pour lui, et c'est ce qui a bloqué la situation. Il ne veut pas de politique de gauche, quand bien même elle serait sociale-démocrate.

La gauche va-t-elle pouvoir obtenir des avancées sur la réforme des retraites, alors que Michel Barnier veut ouvrir des discussions sans la remettre en cause ?

Lorsque le budget arrivera en discussion à l'Assemblée, il y aura une bataille d'amendements pour essayer d'arracher des avancées. Nos moyens restent limités : 193 députés, c'est plus qu'avant, mais ce n'est pas encore assez pour l'emporter. Mais nous serons engagés à 100 % dans la bataille pour un budget qui réponde aux besoins des Français. Nous aussi, nous essaierons de construire des majorités ! En raison de l'accord passé avec Emmanuel Macron, c'est Marine Le Pen qui va essayer de donner le ton. Il faut donc interpellier les Français et leur montrer ce que font les députés du RN là où ils ont été élus. Si la politique d'Emmanuel Macron se poursuit, s'il peut continuer à mener des politiques d'austérité, si les salaires n'augmentent pas, c'est parce que les députés du RN le permettent. Il faut dénoncer cette collaboration entre l'extrême droite, la droite et les macronistes afin que la classe des riches continue de prospérer. Ça fait quinze ans que ça dure. En 2007, sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, les 500 plus grandes fortunes avaient 280 milliards d'euros de patrimoine, soit 14 % du PIB. Après sept années sous Macron, ils ont aujourd'hui 1 200 milliards d'euros de patrimoine, qui représentent 41 % du PIB. On voit comment la richesse que nous produisons est siphonnée et captée par une minorité qui ne veut pas contribuer davantage, et qui est protégée par le camp présidentiel, « Les Républicains » et l'extrême droite.

Comment la gauche peut-elle faire passer le message selon lequel l'adversaire politique est la classe des riches ?

D'abord, en le disant. Dans la dernière période, les Français ont fait beaucoup de politique. Ils ont voté massivement pour le Rassemblement national au premier tour des législatives, puis, en sept jours seulement, ils ont fait le front républicain. Ils veulent que ça change, mais refusent que cela passe par l'extrême droite. Nous devons être une force d'espérance, comme lorsqu'on a reconstruit la France après guerre. La gauche doit porter une ambition collective, un espoir de changement réel, construit avec les Français. Relever le défi des « Jours heureux », le bâtir ensemble, demeure l'espoir que l'on veut construire.

À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Samedi 14 septembre, à 17 h 45, sur la scène Angela Davis

Meeting de Fabien Roussel, secrétaire national du PCF

Et sur le stand du conseil national du PCF, le vendredi 13 septembre, à 19 h 30 :
« Reconquérir le monde du travail face au RN »
Avec Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, Lucie Castets, candidate du NFP au poste de première ministre, Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT.

Le RN a réussi à battre quatre députés communistes clairement identifiés sur la question du travail. Comment le PCF peut-il renverser la vapeur contre l'extrême droite ?

En continuant d'être fortement présent sur le terrain. Comme je le fais et comme le font les autres collègues députés battus, en étant ce que nous sommes : des élus de proximité combattifs. Je continuerai à tenir des permanences dans ma ville, à être auprès des maires, des associations, des syndicats. Les électeurs ont voulu essayer le Rassemblement national, ils l'ont. Qu'ils jugent. La seule censure qui existe aujourd'hui est celle du peuple. Les citoyens seront les juges de paix dans les mois qui viennent et lors des prochaines élections. Soyons nous-mêmes, humbles militants du bonheur, honnêtes et désintéressés, présents. Et dénonçons la mystification du RN. Les dirigeants du RN ont négocié avec Macron pour obtenir une seule chose : une élection à la proportionnelle. Cela veut dire qu'ils se foutent des salaires, des frigos vides, des conditions de travail. Ce qu'ils veulent, ce sont des places au Parlement. Il nous faut l'expliquer aux gens. C'est pour cela qu'il y a besoin d'un Parti communiste français plus fort, plus influent, avec davantage d'adhérents. Je me consacrerai à la campagne de renforcement dont a besoin le PCF.

Vous allez tenir une conférence nationale pour analyser ces défaites. Quelle est la vôtre ?

Une vague brune a déferlé sur la France. Que le monde du travail et les classes populaires estiment que les élus RN les défendraient mieux que la gauche est un problème. Il

ne faut pas négliger aussi le fait que notre association avec Jean-Luc Mélenchon, dans la France des sous-préfectures comme chez moi, est une alliance perdante.

Il peut y avoir une dissolution dans un an. Il y aura des échéances locales en 2026 et la présidentielle en 2027. La gauche partira-t-elle unie à toutes les élections ?

Depuis un moment, nous sommes en campagne électorale permanente. L'union de la gauche et des écologistes, à laquelle nous avons contribué, dans une période où l'extrême droite est très forte, est indispensable. Il faut la préserver. Il faut aussi avoir l'humilité de dire qu'elle n'a pas permis d'élire suffisamment de députés. Elle n'a pas empêché la vague brune. Elle doit s'adresser aux classes populaires, à une partie de la France qui s'en détourne. S'il faut défendre et porter le drapeau de l'union, c'est avec l'objectif de pouvoir l'emporter demain, donc de rassembler plus, de toucher davantage de Français.

La question du travail doit être centrale et nous permettre de rassembler tous les Français, dans les campagnes comme dans les banlieues, dans les écoles, dans les universités, etc. Les déserts médicaux sont partout. Quand la classe des riches mène une guerre sociale, c'est contre les classes populaires. La classe ouvrière existe autant dans les campagnes que dans les banlieues. Elle ne fait pas de distinction de couleur, d'origine ou de religion. Les jeunes que je rencontre, qu'ils habitent en banlieue ou à la campagne, ont envie de participer à la vie de la société. Ils étudient parce qu'ils ont envie d'être psychologues, professeurs, ingénieurs, ouvriers, paysans, métallurgistes. C'est une énergie magnifique. On devrait leur ouvrir toutes les portes, leur garantir un débouché. Aucun d'entre eux ne devrait être laissé au bord de la route.

« La richesse que nous produisons est siphonnée par une minorité protégée par la droite et l'extrême droite. »

FABIEN ROUSSEL,
SECRÉTAIRE NATIONAL DU PCF

La Fête de l'Humanité peut-elle être un tremplin pour rassembler le peuple de gauche et préparer la riposte ?

La Fête de l'Humanité est un formidable lieu d'échanges, de débats, de réflexions avec des responsables politiques de tous horizons – de Lucie Castets à Dominique de Villepin –, des responsables syndicaux, associatifs, mais aussi avec le monde de la culture, du sport, des personnalités étrangères comme Angela Davis. Construisons l'espoir de changement ensemble. La paix, le travail, l'égalité, tout cela doit nous rassembler. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR DIEGO CHAUVET ET GAËL DE SANTIS
PHOTOGRAPHIES : JULIEN JAULIN/HANS LUCAS



CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX jeudi 12 septembre

DANS CE NUMÉRO

À LA UNE Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, promet une rentrée offensive. Nous l'avons rencontrée avant son passage à la Fête de l'Humanité et la journée de mobilisation du 1^{er} octobre.

L'histoire de la semaine. En Indre-et-Loire, un collectif citoyen a contrecarré un projet de lotissement « chrétien » financé par le milliardaire d'extrême droite Pierre-Édouard Stérin.

Le reportage. Exxonmobil menace 677 emplois à Port-Jérôme-sur-Seine (Seine-Maritime) et c'est toute l'économie locale qui risque de s'affaïsser.

Culture. Chumbo, de Matthias Lehmann, et la Véritable Histoire de saint Nicolas, de Thierry Van Hasselt, sont les lauréats de Bulles d'Humanité 2024, notre prix de la BD citoyenne.

L'analyse. Le gouvernement Barnier sert de trait d'union entre la Macronie et l'extrême droite et place de facto la gauche comme seule force d'opposition.

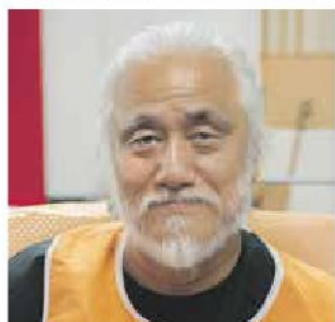
L'enquête. Le développement fulgurant de l'intelligence artificielle pose de lourdes questions sur sa compatibilité avec l'urgence environnementale.

Et toutes nos chroniques...

l'Humanité
magazine

«*Le football n'est pas une question de vie ou de mort, c'est quelque chose de bien plus important que cela.*» **Bill Shankly**

L'HOMME DU JOUR



Kyung Seok Park

Âgé de 63 ans, le Sud-Coréen se bat dans son pays pour faire reconnaître le droit des personnes en situation de handicap, notamment leur accès au transport. Devenu tétraplégique à la suite d'un accident, Kyung Seok Park a fondé en 2007 l'association Solidarité contre les discriminations liées au handicap (Saad) et organise de nombreuses actions de désobéissance civile. Son combat lui vaut une répression violente de la part des autorités et du maire conservateur de Séoul, Oh Se-hoon. L'activiste fait l'objet de nombreuses poursuites judiciaires, intentées notamment par la société de transports de la ville, qui lui réclame 680 000 euros de dédommagement pour paralysie du réseau. La procédure au civil est en cours. De nombreuses ONG, dont Amnesty, ont ouvert une pétition en ligne afin de le soutenir. ■

SCARLETT BAIN

C'EST UN MONDE

Ça gaze pour le méthane

6,1 millions de tonnes par an dans les années 2000, 20,9 millions dans les années 2010 et... 41,8 millions de tonnes en 2020. C'est peu de dire que les émissions de méthane, gaz au pouvoir de réchauffement climatique vingt fois supérieur au dioxyde de carbone (CO₂), ne suivent pas la bonne trajectoire, alertent les scientifiques du Global Carbon Project. Ce sont, là aussi, les activités humaines qui sont en cause : utilisation des énergies fossiles, élevage de ruminants, décomposition des matières organiques. Le réchauffement lui-même, en aggravant la fonte du pergélisol où se trouvent emprisonnées de grandes quantités de méthane, accélère le phénomène. Autant dire que le déjà très modeste objectif de réduction des émissions mondiales de méthane (-30 % en 2030 par rapport à 2020) a du plomb dans l'aile.

L'œil de Jul



LA BONNE NOUVELLE La chocolaterie Poulain reprise par le groupe Andros

Alors qu'un plan de fermeture de l'usine avait été annoncé en juin, la chocolaterie Poulain va finalement être reprise. L'actuel propriétaire, le groupe Carambar & Co, a annoncé mardi avoir signé un accord avec Andros, groupe spécialisé dans la transformation des fruits et laitages. Le groupe agroalimentaire s'est engagé à reprendre l'intégralité du site, à préserver les 109 emplois existants et à maintenir le niveau de production actuel. Si l'usine est rachetée, la marque Poulain reste la propriété de Carambar & Co.

Il s'agirait donc d'un contrat de sous-traitance avec une production des chocolats Poulain par Andros. Le soulagement est grand pour les salariés du site de Villebarou, près de Blois (Loir-et-Cher), comme pour les habitants, qui avaient organisé une marche de soutien à l'annonce de la fermeture de l'entreprise en juin. L'intersyndicale attend néanmoins d'en savoir davantage avant de s'exprimer sur l'accord. Une réunion d'information à l'intention des salariés est prévue prochainement. ■

INÈS RUBIO

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Gaza Un convoi onusien identifié comme tel, devant participer à la campagne de vaccination contre la polio, a été tenu en joue pendant plusieurs heures à Gaza par l'armée israélienne, qui a tiré plusieurs fois, a dénoncé Stéphane Dujarric, le porte-parole du secrétaire général de l'ONU. Des faits qu'il a qualifiés de « dernier exemple en date des dangers et entraves inacceptables ».

Justice Des militantes rejointes par des associations féministes appellent à manifester, ce samedi 14 septembre, en soutien à Gisèle Pelicot, droguée par son mari avant de subir des viols commis par des inconnus. Mardi, les propos d'un avocat de la défense estimant qu'« il y a viol et viol » ont provoqué l'indignation.



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

Shit, 13 milliards!

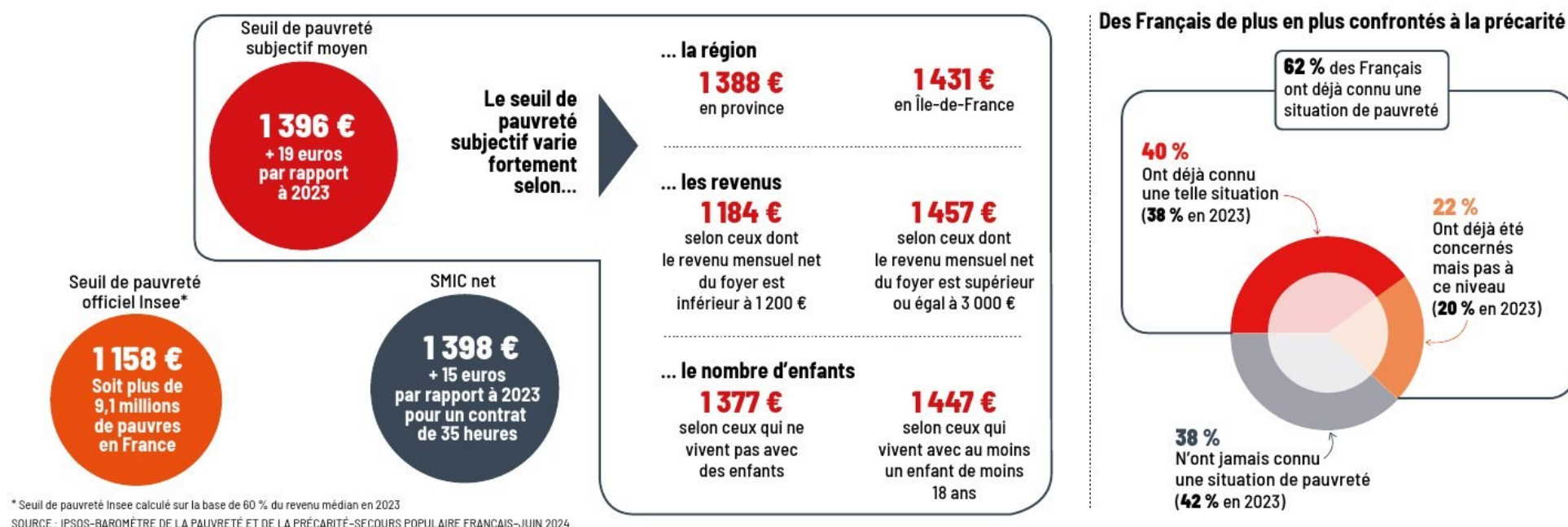
Shit, zut, m... Apple va nous rendre 13 milliards d'euros ! Au terme d'une procédure de huit ans, la Cour de justice de l'Union européenne vient de trancher « le litige fiscal du siècle » en condamnant le groupe à rembourser à l'Irlande les avantages fiscaux dont il a bénéficié en abaissant jusqu'à 0,05 % son taux d'imposition grâce à des manipulations échappant à l'entendement du commun des contribuables. Victoire, donc, pour Bruxelles et la Commission européenne, titre la presse économique. Mais c'est l'Irlande qui a du mal à avaler la pomme. Avec une politique sociale au rabais et une politique fiscale de paradis, l'île a attiré les géants du numérique, dont les sièges dominent les tentes des SDF. D'où un excédent budgétaire de plus de 8 milliards d'euros auxquels vont s'ajouter les 13 milliards d'Apple, soit de quoi financer une grande politique sociale... que ne souhaitent pas les mêmes grands groupes. Un cruel dilemme à l'approche des élections générales prévues en mars prochain. ■

BONNET D'ÂNE

Fourest et la mise à mort

Que les choses soient bien claires : l'essayiste Caroline Fourest soutient #MeToo. Mais comme la corde soutient le pendu, alors, puisqu'elle est invitée partout pour expliquer combien ce mouvement lui donne « le vertige » – c'est le titre du dernier livre qu'elle vend. Mercredi matin, sur les ondes de France Inter, elle en dénonçait les « dérives », avec des gens « mis à mort socialement pour des affaires de plus en plus légères et de moins en moins établies », selon elle. Du coup, elle en oublie de dénoncer que des milliers de victimes de violences sexistes et sexuelles connaissent elles aussi la mise à mort (sociale ou aussi, parfois, mise à mort tout court), sans avoir accès à la justice, et encore moins aux plateaux télévisés où elle-même parle en leur nom. Ce qui n'est, après tout, qu'une autre manière de les effacer.

LE SEUIL DE PAUVRETÉ SUBJECTIF MOYEN EST DÉSORMAIS QUASIMENT AU MÊME NIVEAU QUE LE SMIC



Pour les Français, des conditions de vie toujours plus dures

PRÉCARITÉ Malgré une inflation ralentie, le baromètre 2024 du Secours populaire souligne la dégradation du pouvoir d'achat et des inquiétudes croissantes pour l'avenir.

Les Françaises et les Français ont de plus en plus de difficultés à joindre les deux bouts. C'est ce qui ressort de la 18^e édition du baromètre Ipsos/Secours populaire sur la pauvreté et la précarité en France, publié ce 12 septembre. « Nous avons l'impression que, année après année, depuis que nous avons commencé ces sondages en 1988, la situation s'aggrave. À cet égard, les chiffres sont conformes à ce que nous voyons dans nos 1 500 lieux d'accueil à travers tout le territoire. Contrairement à certains discours officiels, aucun indicateur ne s'améliore dans la façon dont les personnes perçoivent leurs conditions de vie », constate Henriette Steinberg, secrétaire générale de l'organisation.

Signe de cette dégradation, 62 % des quelque 1 000 personnes interrogées mi-mai pour ce sondage affirment avoir connu, ou avoir été sur le point de connaître, une situation de pauvreté, soit 4 % de plus qu'en 2023. Elles sont aussi toujours 16 % à vivre à découvert, un chiffre en légère baisse sur un an. Ce dernier concerne surtout les catégories populaires : 44 % de ménages vivent avec moins de 1 200 euros par mois et 31 % des ouvriers sont dans ce

cas. Autre indicateur de la prééminence de la sensation de perte de niveau de vie, le revenu subjectif au-dessous duquel les Français jugent être pauvres est désormais équivalent au Smic, aux alentours de 1 396 euros, soit 200 euros de plus que le seuil de pauvreté fixé par l'Insee.

Il est vrai que, après trois années de reprise de l'inflation, il devient pour beaucoup difficile de faire face à des postes de dépenses même essentiels. Ainsi, 38 % peinent à payer leur logement, un chiffre record et en hausse de 6 points par rapport à 2023. Ils sont aussi 47 % (+ 2 points) à être dépassés face aux charges d'énergie.

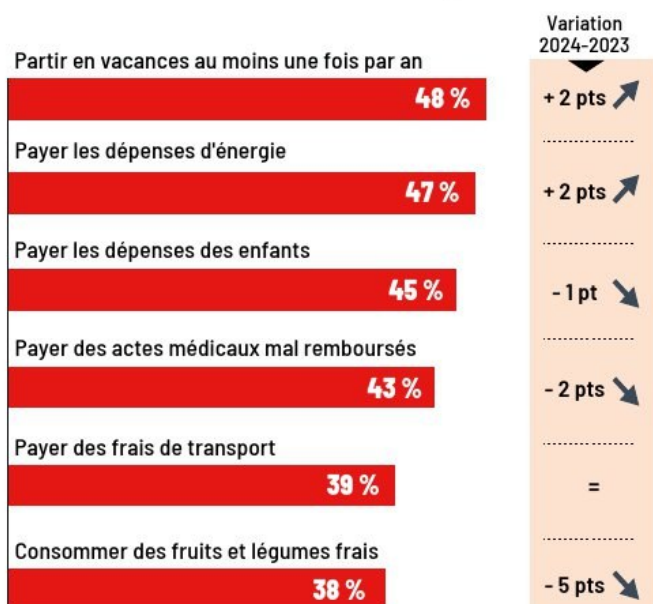
« On le voit bien dans nos permanences. La part du revenu qui va au logement dans son ensemble, loyer et charges, augmente », observe Henriette Steinberg.

Même se nourrir peut être un casse-tête. Ainsi, 48 % des sondés affirment qu'il leur arrive de ne pas faire trois repas par jour, dont 15 % pour qui c'est le cas « régulièrement ».

« Sur la question alimentaire, il n'y a aucune amélioration », commente la présidente du SPF. L'accès à la santé n'est pas épargné : 43 % des personnes interrogées indiquent avoir du mal à payer certains frais médicaux mal remboursés par la Sécurité sociale, comme les lunettes ou les soins dentaires, et 29 % (+ 3 points sur

Les sondés sont aussi 45 % à être à la peine face aux dépenses pour leurs enfants.

Des difficultés financières en hausse pour :



INFOGRAPHIE L'HUMANITÉ

un an) rencontrent des difficultés pour payer une mutuelle. Les sondés sont aussi 45 % à être à la peine face aux dépenses pour leurs enfants. Dans ces conditions, sans surprise, nombre de Français sont contraints de sacrifier leurs dépenses plaisir. Ainsi, 48 % déclarent avoir du mal à partir en vacances, même une fois par an, un chiffre en hausse de 2 points par rapport à 2023 et qui atteint un niveau record : 33 % (+ 3 points) peinent à pratiquer une activité sportive ou culturelle et 31 % à dépenser pour soigner leur apparence.

ATTAQUES RÉPÉTÉES CONTRE LES AIDES

Au-delà des difficultés du quotidien, le baromètre du SPF montre le pessimisme ambiant. « L'inquiétude exprimée est encore plus forte en ce qui concerne l'avenir et celui des prochaines générations », souligne la secrétaire générale. Cela se traduit dans les faits : 79 % des interrogés pensent que leurs enfants ont des risques plus élevés qu'eux de connaître une situation de pauvreté. Cette peur de l'avenir est alimentée par un discours politique hostile aux personnes en difficulté et par les attaques répétées contre les aides existantes.

« Les populations aidées ont la sensation que leur situation va empirer et qu'elles vont être soumises à un contrôle de plus en plus étroit. De plus en plus de gens ont peur de basculer », dénonce Henriette Steinberg. En cause, notamment, la décision de conditionner l'accès au RSA à des heures de bénévolat, mais aussi le retrait progressif des services publics, tant nationaux que locaux. « Je ne comprends pas qu'on puisse penser que la solution soit de demander aux personnes déjà en difficulté d'en faire plus », s'agace la présidente. Ce qu'elle voudrait, c'est un changement de réaction des pouvoirs publics face à la dégradation des chiffres du baromètre SPF. « Nier la réalité, dit-elle, n'a jamais été une façon d'y faire face. »

CAMILLE BAUER

À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Vendredi 13 septembre, à 16 heures, à l'Agora

Comment faire cesser la chasse aux pauvres ?

Avec Valentine Maillachon (Mouvement national des chômeurs et précaires), Benoît Reboul-Salze (ATD Quart-Monde) et Henriette Steinberg (Secours populaire français).

Où est passée l'éducation à la vie affective et sexuelle ?

SANTÉ Le Conseil économique, social et environnemental alerte dans un avis récent sur le non-respect par l'État de ses obligations envers les jeunes dans ce domaine, et sur les graves conséquences de ce manquement.

Il y a quelques semaines déjà, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) alertait sur la baisse de l'utilisation des préservatifs chez les adolescents, avec un risque accru d'infections sexuellement transmissibles et de grossesses non désirées.

Cette fois, c'est le Conseil économique, social et environnemental (Cese) – la troisième assemblée constitutionnelle de la République – qui pointe l'importance du droit à l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (Evars) face au manque criant du respect de cette obligation et à ses graves conséquences sociales, sanitaires et financières.

Le 10 septembre, le Cese adoptait en séance plénière son avis baptisé « Éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle » avec 119 voix pour (sur 175). « Ce sujet questionne profondément notre rapport à l'enfant dans nos sociétés et aux différents systèmes de domination auxquels il est soumis », observe le Cese, qui estime que la culture de l'infantisme, qui désigne un ensemble de discriminations et de préjugés dirigés

contre les enfants et les adolescents, « imprègne la société tout entière et doit faire l'objet d'un examen critique pour être mise à distance face à ses conséquences importantes ».

Le constat est sans appel. Malgré une loi de 2001 imposant trois séances annuelles d'éducation sexuelle tout au long de la scolarité, on estime que moins de 15 % des élèves en bénéficient et que 25 % des établissements scolaires ne les ont jamais mises en place.

COMBATTRE L'INFANTISME

Afin de dégager une vingtaine de préconisations prioritaires, le Cese a consulté des citoyens, des associations, des jeunes et des acteurs de la jeunesse. Pour combattre l'infantisme, il suggère, entre autres actions, d'organiser un débat de société en demandant au gouvernement de présenter au Parlement un rapport d'évaluation sur les violences subies par les enfants.

De même, il propose de mener une grande enquête nationale auprès des jeunes en situation de handicap pour recueillir leurs

attentes concernant l'Evars. Le Conseil préconise aussi de financer les producteurs de contenus dédiés à l'Evars et de mieux promouvoir ceux-ci. Renforcer le soutien à la parentalité en dépassant le cadre médico-social et en proposant systématiquement des rendez-vous individuels autour des besoins et des droits de l'enfant fait aussi partie des préconisations, tout comme créer un plan de formation ou une incrimination pénale sanctionnant l'entrave au droit des enfants à bénéficier d'une Evars.

Enfin, le Cese recommande que du temps soit impérativement dédié à l'Evars dans les établissements scolaires. Il propose la mise en place d'une « éducation aux compétences psychosociales et à l'égalité », où un enseignant dédié favorisera des interventions extérieures de professionnels et d'associations agissant en lien avec les aspects de l'Evars. « Cette formation devrait correspondre à un volume horaire d'au moins trente heures dès le collège », estime l'institution. ■

NADÈGE DUBESSAY



Atelier de prévention des violences sexistes et sexuelles dans une classe de 3^e. GUILLAUME BONNEFONT/IP3

LA CHRONIQUE DE
PHILIPPE RIOMAIRE DE GRIGNY,
ÉLU « MEILLEUR MAIRE
DU MONDE » EN 2021Dérive autocratique
et NFP d'en bas

● Une succession de crises, ça s'appelle une maladie ? Dans une valse à plusieurs temps, nous avons connu, depuis 2019, la crise des gilets jaunes, une crise sanitaire sans précédent, une crise énergétique avec l'envolée des factures des ménages ou encore les émeutes dans les banlieues. Et le chaos politique s'est soldé par la nomination à Matignon du Joe Biden français avec les idées politiques de Laurent Wauquiez. Michel Barnier, c'est la carte joker d'Emmanuel Macron pour négocier le budget français avec l'Union européenne et pour que l'ancien ministre de l'Agriculture de Nicolas Sarkozy calme une nouvelle gronde légitime des agriculteurs. Alors que les électeurs avaient, soixante jours plus tôt, donné une majorité relative au Nouveau Front populaire, une droite « vieille France » avec la bénédiction du Rassemblement national a fait son entrée à Matignon. De la part du président de la République, c'est digne de la navigation d'un capitaine de bateau ivre de pouvoir. Mais c'est aussi s'asseoir sur la volonté démocratique du peuple pour plaire à l'Europe, dans une dérive autocratique et une logique de fièvre collective.

Après ce coup de force politique et institutionnel, le pire reste toujours possible avec une orthodoxie budgétaire à l'allemande et un énième coup de rabot sur les collectivités locales pour payer un déficit créé par les aides massives aux entreprises du CAC 40 et par la défiscalisation du patrimoine des plus riches. Ce déchaînement de crises percute de plein fouet les élections municipales de 2026 qui seront au milieu d'un casse-noisettes entre les très probables législatives de 2025 et la présidentielle de 2027. Face à la maladie du court-termisme en politique et à la nationalisation probable des municipales, nos communes progressistes restent une force de stabilité républicaine et de pratiques de compromis au cœur des fractures françaises.

Au sortir des vacances et de la magie des jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, les Françaises et les Français sortent lessivés, rincés et lassés de la politique. Mais le Front populaire « d'en bas » continue de porter à bout de bras l'exigence de services publics du quotidien comme l'école gratuite, des effectifs supplémentaires pour une police de proximité, des moyens pour l'hôpital ou une maîtrise publique de l'énergie. Nous redoublons également d'efforts pour faire vivre une démocratie locale qui redonne du pouvoir d'agir ensemble. Gonflés à bloc par une belle énergie issue de la société civile, des bénévoles du tissu associatif et du mouvement sportif. Grâce à des innovations radicales, écologiques et sociales, nous cultivons, à l'échelle locale, la gratuité des transports publics, l'accès au sport, à la culture, à une alimentation saine... Dans l'attente du grand soir, il y a, dans nos communes, des petits matins qui chantent. ■



Au meeting de Valérie Pécresse, porte de Versailles, à Paris, en avril 2022. De gauche à droite, Laurent Wauquiez, Michel Barnier et Éric Ciotti. ALAIN GUILHOT/DIVERGENCE

Les LR de plus en plus à l'aise
entre Macron et Le Pen...

DROITE Le parti « Les Républicains » n'a réuni que 5 % des suffrages aux élections législatives mais hérite de Matignon. Sa participation au gouvernement que doit former Michel Barnier, issu de ses rangs, est en discussion.

C urieuse situation que celle des « Républicains » (LR). Ils rassemblent 5 % des suffrages aux législatives, mais héritent de Matignon. Ils refusent officiellement de monter une coalition avec Emmanuel Macron, mais se disent prêts à gouverner avec lui. Ils tentent d'exclure Éric Ciotti après son alliance avec le Rassemblement national (RN), mais se montrent favorables à ce que la survie politique de Michel Barnier soit entre les mains de Marine Le Pen. La recomposition chez les LR se montre donc particulièrement tortueuse depuis la dissolution... Et ce d'autant plus qu'Éric Ciotti, qui préside son propre groupe parlementaire à l'Assemblée, est toujours statutairement président du parti.

« Ciotti n'est plus un sujet. Il a lui-même créé son propre parti, c'est donc qu'il a compris ! » martèle pourtant Olivier Marleix auprès de l'Humanité. Le député d'Eure-et-Loir se concentre surtout sur la formation d'un gouvernement, alors même que les LR ne disposent que de 47 députés. « Les Républicains » n'ont pas gagné les législatives »,

reconnaît l'écu, qui précise aussitôt que « le centre de gravité de l'Assemblée est plutôt à droite ».

À l'issue des législatives, Laurent Wauquiez, à qui Olivier Marleix a cédé sa place de président de groupe au Palais Bourbon, avait néanmoins exclu toute participation au gouvernement. Dissensions internes ou manière de faire monter les enchères ? Depuis, la position de LR a évolué. En témoignent les propos de Gérard Larcher, président LR du Sénat, dans le Figaro : « Le premier ministre me semble avoir fait siennes nos propositions et je crois que nous pourrions participer au gouvernement. »

CHANGEMENT DE LIGNE

L'heure est donc aux éloges envers Michel Barnier. Olivier Marleix vante « ses qualités personnelles d'écoute, de respect, de capacité à essayer de trouver des points d'accord entre des gens qui ont des points de vue divergents ». Le président de la commission des Lois du Sénat, François-Noël Buffet, justifie ainsi ce changement de ligne : « Nous savons tous que ce sera extrêmement difficile, mais il serait irresponsable de ne pas participer à ce

gouvernement », arguant de la situation « dégradée » du pays.

Avec de nombreux cadres déjà partis rejoindre Macron et Horizons, le risque d'inféodation plane sur LR. « Mais le président a en quelque sorte lâché le pouvoir », analyse Olivier Marleix, qui reconnaît « une forme de cohabitation ». Dans une configuration inédite, puisqu'il faudra dorénavant chercher une majorité, selon l'écu, « texte par texte, avec les gens qui voudront bien faire preuve de bonne volonté ». Comprendre : sans exclure le RN, qui s'est empressé d'annoncer qu'il ne censurerait pas Michel Barnier, tout en affirmant que le chef du futur gouvernement est placé « sous surveillance ».

Les LR, qui n'ont pas participé au front républicain contre le RN, affirment donc qu'ils comptent gouverner avec la bienveillance de l'extrême droite, alors même que le pays s'est mobilisé contre le parti de Jordan Bardella. « Il n'est pas interdit de temps en temps de sortir de ses postures, quand c'est l'intérêt général qui est en jeu », mesure Olivier Marleix. Donc, d'abandonner ses réflexes républicains... ■

JESSICA STEPHAN

EN LUTTE



GRÈVE ILLIMITÉE À L'EHPAD

Les agents de l'Ehpad de Saint-Didier-en-Velay (Haute-Loire) sont en grève depuis mardi matin. Le personnel, représenté par la CGT, réclame notamment le remplacement des agents absents et la mise à jour de leur carrière.

PSE CONTESTÉ CHEZ STERIS

En réaction à l'annonce de la fermeture de l'usine du fabricant d'équipements médicaux en Gironde et au licenciement de 96 personnes, plus de 70 salariés étaient en grève, mardi, pour revendiquer une amélioration du « plan de sauvegarde de l'emploi ».

VENCOREX EN REDRESSEMENT

Le tribunal de commerce de Lyon a prononcé, mardi, le placement en redressement judiciaire de la société Vencorex, produisant des isocyanates utilisés dans les peintures automobiles. Les 450 emplois de l'usine du Pont-de-Claix (Isère) sont menacés.

L'augmentation non financée des oubliés du Ségur

MÉDICO-SOCIAL Depuis un arrêté du 23 juin, 160 000 personnels soignants devaient toucher la prime de 183 euros. Faute de subventions, les employeurs ne peuvent pas la payer.

Q uatre ans qu'ils attendaient cette reconnaissance sonnante et trébuchante. Quatre ans à faire valoir leur engagement, leurs métiers devenus essentiels aux yeux de tous durant la crise sanitaire du Covid. Et quand enfin la promesse de revalorisation salariale se concrétise, elle fait à nouveau pschitt, menaçant d'entraîner tout le secteur associatif dans une sorte de réaction en chaîne.

Depuis juillet 2020, les salariés « de deuxième ligne » du secteur sanitaire, social et médico-social revendiquent de recevoir le versement de 183 euros net par mois gravés dans le marbre par les accords du Ségur. À force de journées d'action et de grèves, l'augmentation avait été ouverte aux personnels soignants du secteur associatif. Mais 92 400 salariés du privé non lucratif, selon le chiffrage du gouvernement, 215 000 selon les fédérations d'employeurs (Fehap, Nexem), restaient « injustement écartés de cette revalorisation salariale », dénonçait la CGT. Ces personnels administratifs, techniques ou de direction « ont participé à l'effort national et ces métiers représentent une forte valeur sociale qui n'est pas rémunérée à hauteur de l'engagement », souligne Frédéric Fischbach, président de la fédération CFTC santé sociaux.

UN ACCORD SANS MOYENS

Miracle : le 23 juin, le ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités publie au *Journal officiel* un arrêté agréant un accord conclu vingt jours auparavant entre syndicats et patronats du secteur, mettant en pratique l'augmentation de 183 euros avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2024. Selon la direction générale de la cohésion sociale, plus de 160 000 personnes sont concernées, dont 115 000 dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux. ■■■



Manifestation à Paris, en avril, de l'intersyndicale des travailleurs sociaux. ÉRIC BRONCARD/HANS LUCAS VIA AFP

L'AGENDA



13 septembre Mobilisation à ArcelorMittal Dunkerque (Nord), à midi, à l'appel de la CGT.

19 septembre L'intersyndicale de la protection judiciaire de la jeunesse se

mobilise contre le non-renouvellement de centaines de contrats.

26 septembre Rassemblement à midi devant le ministère des Transports, à l'appel de la CGT cheminots, contre la libéralisation du rail.

28 septembre Le collectif Avortement en Europe, les femmes décident, regroupant ONG féministes, partis et syndicats, invite à manifester lors de la Journée internationale pour le droit à l'avortement.

1^{er} octobre La CGT, Solidaires et la FSU lancent une journée interprofessionnelle de mobilisation pour les retraites, les salaires, l'égalité femmes-hommes et les services publics.

La CFDT se félicite de cette « immense conquête », la CGT salue « une victoire historique ». Mais depuis, rien. Très peu de ces travailleurs ont vu du changement sur leur fiche de paye, souvent égale ou légèrement supérieure au Smic. La tuyauterie financière bloque plus haut. Et tout un secteur se retrouve à chanceler.

En publiant l'arrêté, le ministère de tutelle a bien promis une rallonge budgétaire de 600 millions d'euros, mobilisés en 2024 par la Sécurité sociale, l'État et les conseils départementaux. Mais aussitôt l'accord sur la prime Ségur acté, l'Assemblée des départements de France alerte que ses collectivités membres « ne peuvent plus suivre ». Sur les 600 millions d'euros mobilisés, 170 millions doivent en effet sortir de la poche des conseils départementaux. Leur association représentative dénonce « la précipitation avec laquelle les accords de branche ont été agréés », ce qui les « place devant le fait accompli, dans un contexte d'extrême instabilité politique qui, en outre, les prive d'interlocuteurs ». Elle demande que la revalorisation salariale soit immédiatement gelée. « Il est à craindre que nombre d'entre eux (les départements) ne puissent honorer cet engagement unilatéral du gouvernement », conclut l'association dans un communiqué. Président du conseil départemental de la Mayenne, Olivier Richefou est particulièrement remonté contre cette dépense que sa collectivité n'est pas en mesure de soutenir. Il s'agace que le gouvernement démissionnaire renvoie la patate chaude à son niveau. « On ne peut pas nous demander de sortir le chéquier sans se concerter, alors que nous subissons déjà une situation économique complexe », argue-t-il.

VOLTE-FACE DES DÉPARTEMENTS

La volte-face des départements provoque la colère d'Axess. La confédération des employeurs associatifs du secteur sanitaire, social et médico-social à but non lucratif affirme a contrario que tous les financeurs étaient au courant de la démarche : « Ceux-ci ont été partie prenante du processus, soit directement, soit par le biais de leur présence dans les instances où a été discutée et validée la démarche. » Un jugement que partage la direction générale de la cohésion sociale, intermédiaire de la branche au niveau interministériel : « Les déterminants de cette enveloppe ont fait l'objet de travaux d'échange avec les partenaires sociaux de la branche. » Sollicité, le cabinet de la ministre démissionnaire de la Santé, Catherine Vautrin, n'a pas répondu à l'Humanité.

Le président de la Mayenne, Olivier Richefou, a beau supposer « une stratégie électorale (à l'approche des législatives anticipées - NDLR) pour boucler ce dossier ancien à ce moment précis », il n'en démord pas : il ne financera pas cet accord tant que l'État ne dotera pas les territoires des sommes suffisantes. Une démarche pas isolée. Selon un mail consulté par l'Humanité, le président du conseil départemental du Finistère, Maël de Calan, a lui aussi alerté les employeurs associatifs sur le fait que le versement qui incombe à sa collectivité « n'est pas du tout certain à ce stade ».

« Ce sont les employeurs qui courent le risque de devoir financer seuls ces augmentations, donc de creuser les déficits », prévient-il. Les salariés lésés du Ségur pourraient effectivement très bien se retourner contre leurs employeurs, l'arrêté étant tout à fait opposable devant les tribunaux.

« Cette décision a été prise sans réfléchir, ni anticiper les conséquences sur les associations, les salariés, le public. »

ÉYANN ZENATTI, DIRECTEUR DE L'ADAPEI DU MORBIHAN

Côté employeurs, ces craintes de recours n'ont pas tardé à surgir, d'autant que le secteur condamné à un sous-financement chronique est déjà sinistré. Dès son annonce, l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux (Uniopss) s'était réjouie de cet accord « agréé en un temps record » par la ministre du Travail, de la Santé et des solidarités, Catherine Vautrin. Mais cette fédération d'associations s'inquiétait déjà : « Se pose la question de l'opposabilité de cette décision auprès des autorités publiques. » Les associations craignent que l'État, les départements ne se défassent de leurs responsabilités et qu'elles se retrouvent seules à devoir faire face.

Les plus solides puisent dans leur trésorerie pour honorer l'augmentation. « Il pourrait y avoir des conséquences sur la masse salariale et la qualité de service de nos établissements », avertit Jérôme Voiturier, directeur général de l'Uniopss, qui détecte déjà un manque de financements de la part des conseils départementaux.

SITUATION UBUESQUE

Florian Guyot, directeur général de l'association Aurore, abonde en ce sens : « Aucun de nos financements de cette année ne tient compte du surcoût que représente ce nouvel accord. » À l'échelle de son groupe associatif de solidarité qui emploie 2800 salariés, le coût est estimé à plusieurs millions d'euros. « Je n'ai pas les moyens de payer les primes que le gouvernement m'oblige de verser », avoue-t-il. Et s'il ne reçoit pas une rallonge suffisante de la part de l'État, de l'assurance-maladie et des agences régionales de santé ou du département, il va être « obligé de(s) poser la question de la pérennité de certains établissements et de certains emplois, à un moment ou un autre ».



Très peu de travailleurs des services sociaux et médico-sociaux (ici, en Ephad) ont vu du changement sur leur fiche de paye, souvent égale ou légèrement supérieure au Smic. JEAN-MICHEL DELAGE/HANS LUCAS VIA AFP

Cette extension sous-financée du Ségur peut faire vaciller les structures les plus fragiles. À l'image de l'Armée du salut, qui était « en perte en 2022 et 2023, et réussissait seulement cette année à redresser la barre », selon son directeur général, Guillaume Latil. Sa direction a décidé de mettre en place cette revalorisation salariale bien que cela lui coûte 3 millions d'euros. En espérant que les subventions arrivent un jour... « On ne va pas tenir longtemps comme ça », se désolent-ils.

En bout de chaîne, les bénéficiaires les plus précaires pourraient pâtir de cette situation ubuesque. « Cette décision a été prise sans réfléchir, ni anticiper le périmètre concerné, les conséquences que cela pourrait avoir sur les associations, les salariés, le public pris en charge », se désolent Yann Zenatti, directeur de l'Adapei du Morbihan. L'aide sociale étant une des compétences principales des départements, les acteurs du secteur les enjoignent de verser les fonds nécessaires. La présidente d'Axess, Marie-Sophie Desaulle, dit avoir « contacté tous les financeurs nationaux et locaux pour que (...) chacun prenne ses responsabilités, quitte à lancer des actions de contentieux si tel n'est pas le cas ». Pris dans cet embrouillamini, les oubliés du Ségur risquent de le rester encore longtemps. ■

LÉA PETIT SCALOGNA

À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Vendredi 13 septembre, à 15 heures

« 100% sécu ou sans sécu ? »

Avec Cécile Velasquez, secrétaire générale de la fédération CGT des organismes sociaux, Jean-Marie Angeli, secrétaire général CGT de la CPAM 13, Sophie Elorri, administratrice des Mutuelles de France.

Les Assises nationales des Ehpad se sont achevées ce mercredi 11 septembre, après deux denses journées de séances plénières, ateliers et master class à la Maison de la mutualité, à Paris. Le mot d'ordre est clair. Les intervenants de tous bords ont exhorté le nouveau premier ministre, Michel Barnier, à faire du grand âge une « priorité ». Dans un contexte où 64,5 % des Ehpad publics et 54,3 % des privés étaient en déficit en 2022, pris en étau entre la défiance du public et la flambée des charges, le secteur a de quoi se faire des cheveux blancs. Entre les effets de l'épidémie de Covid, l'inflation et les révélations du livre *les Fossoyeurs* (Fayard), de Victor Castanet, sur la maltraitance au sein du groupe Orpea, ayant terni l'image de ces structures, le secteur doit gérer à bout de bras une population vieillissante. En effet, selon les dernières projections de l'Insee, 15 % de la population auront plus de 75 ans en 2040.

Cet événement, organisé par la société de conseil Planète grise, est aussi l'occasion, pour son directeur général, le lobbyiste de la Silver économie (activités et enjeux économiques liés aux personnes de plus de 60 ans - NDLR), Luc Broussy, de faire sa rentrée politique. À quelques jours de la formation d'un nouveau gouvernement, l'ancien représentant des maisons de retraite à but lucratif a ainsi déroulé le tapis rouge à des invités de marque. À commencer, dès mardi matin, par le maire du Havre, président d'Horizons, déclaré candidat à l'Élysée, Édouard Philippe, suivi l'après-midi du président du Cese, Thierry Beaudet, de Benoît Hamon, président d'ESS France, puis, le mercredi, de Cédric O, ex-secrétaire d'État au numérique ou encore de la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet.

« 10 À 12 MILLIARDS D'EUROS PAR AN » SON NÉCESSAIRE

En toile de fond des différentes thématiques abordées pendant cette édition 2024, la mise en œuvre de la réforme relative au bien-vieillir et à l'autonomie, adoptée le 8 avril. Certains intervenants, à l'instar du président du Haut Conseil du financement de la protection sociale, Dominique Libault, se sont félicités de mesures présentes dans le texte, pourtant jugé très insuffisant par les oppositions. Parmi elles, « le découplage des structures » ou l'expérimentation dans 18 départements préfigurateurs d'une nouvelle instance de coordination, le Service public départemental de l'autonomie (SPDA), qui doit être généralisée dans tout le pays dès 2025.

De son côté, Sophie Binet, s'est dite, lors de sa prise de parole de ce mercredi, « sidérée par l'incapacité du gouvernement à faire des choix politiques courageux ». Face à l'organisateur des Assises, Luc Broussy, la syndicaliste a par ailleurs souligné que les « affrontements sociaux les plus violents avaient lieu dans les structures privées ». Le lobbyiste a rétorqué, embarrassé, que la

situation était identique au sein de la fonction publique, avant d'évoquer la présence de nombreux directeurs d'Ehpad privés dans la salle. La secrétaire générale de la CGT a martelé que le scandale Orpea avait révélé les mauvaises pratiques du privé à but lucratif, ayant entraîné le public avec lui dans sa chute. « Leur vocation réside, selon elle, dans le fait de dégager des bénéfices pour se verser des dividendes (dont les niveaux ont atteint des records en 2023 - NDLR), en optimisant notamment la masse salariale. » De même que le maire PS d'Alforville, Luc Carvounas, et d'autres invités, Sophie Binet appelle le futur exécutif à remettre sur la table le projet de loi de programmation pluriannuelle sur le grand âge qu'avait promis Emmanuel

Macron au début de son premier quinquennat et qui avait été bloqué par le gouvernement Castex en 2021, faute de financements.

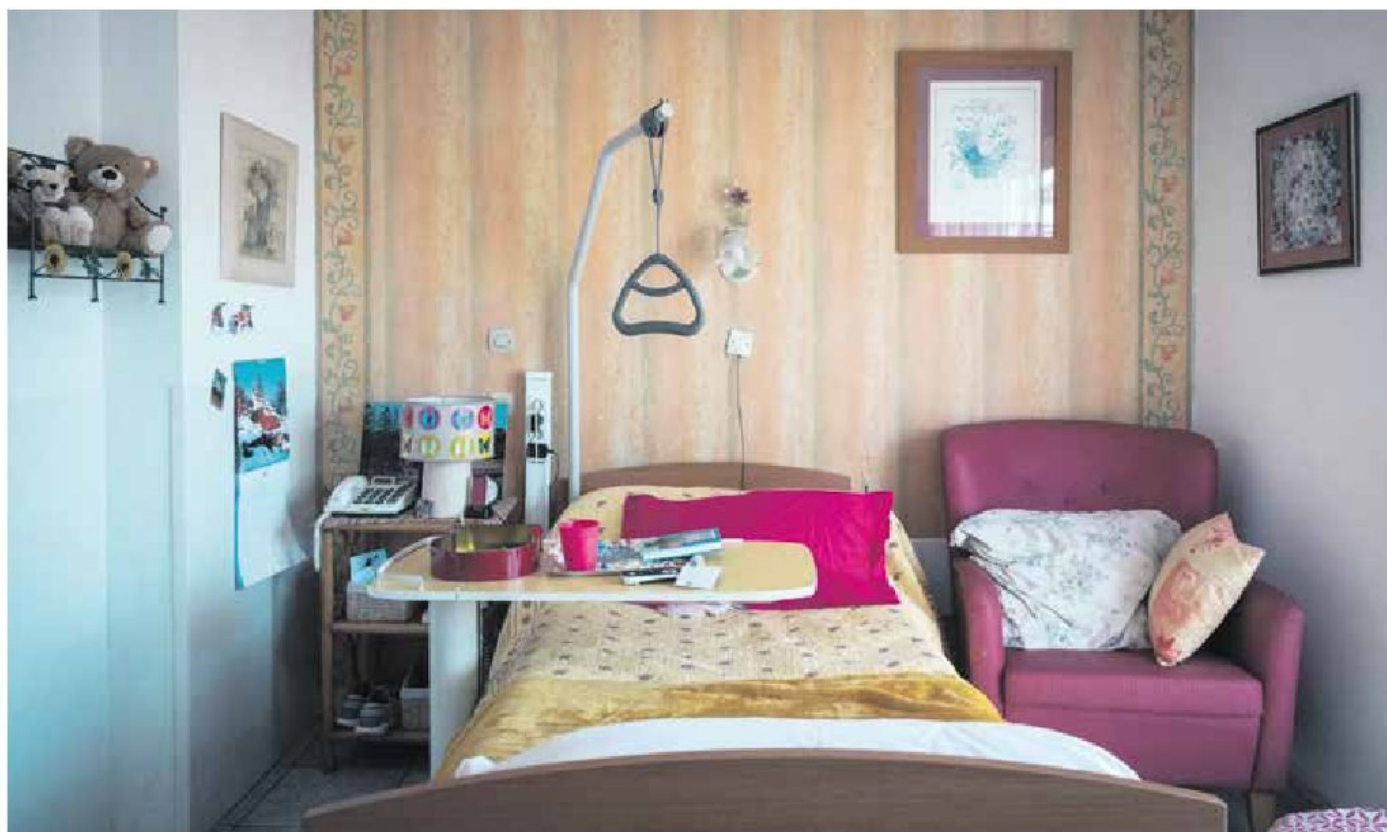
« Nous avons plus que besoin d'une vision à long terme et de moyens », a abondé, mardi, Xavier Compain, l'édile de Plouha (Côtes-d'Armor), qui a saisi en mai, avec 14 autres maires, la justice administrative pour dénoncer le « non-respect par l'État des droits fondamentaux de la personne dans les Ehpad publics dont ils ont la responsabilité ». À l'occasion de la table ronde « Quand les maires montent au front », le communiste, accompagné de son homologue de Plourin-lès-Morlaix, Guy Pennec, a appelé l'ensemble des mairies concernées à se joindre au mouvement qui

**« Nous avons plus
que besoin d'une
vision à long terme
et de moyens. »**

XAVIER COMPAIN,
MAIRE DE PLOUHA (PCF)

Crise des Ehpad : l'État sommé à réagir

GRAND ÂGE Ces 10 et 11 septembre se sont tenues les Assises nationales des maisons de retraite médicalisées. Au menu : loi « Bien vieillir », loi de programmation et tensions entre le public et le privé.



64,5 % des Ehpad publics et 54,3 % des privés étaient en déficit en 2022. ANDBZ/ABACA

revendique « 10 à 12 milliards d'euros par an » pour « remettre à flot les Ehpad » au niveau national. De son côté, Édouard Philippe a préféré mettre en garde contre un potentiel effet mirage d'une loi grand âge : « Je sais combien il y a une appétence et un besoin d'un dispositif législatif et d'avancer, (...) mais se dire qu'avec le vote d'une loi grand âge tout ira mieux, c'est tomber dans un travers ». À l'étage, dans le « petit théâtre Maubert », les petits-fours et les exposants tout sourires de lits high-tech et autres robots émotionnels en forme de phoques n'ont pas éclipsé les tensions montantes qui émergent au sein du secteur, lequel traverse une crise sans précédent, sans réponse concluante des pouvoirs publics, et alors que les contours du projet de loi de financement de la Sécurité sociale sont toujours inconnus. ■

PAULINE ACHARD

ÉTATS-UNIS

La candidate démocrate a dominé le débat face à l'ex-président républicain. Cette prestation réussie confirme la dynamique de sa campagne, même si les sondages restent très serrés.



L'actuelle vice-présidente pendant le débat entre les deux candidats, le 10 septembre à Philadelphie. ALEX BRANDON/AP/SIPA

Kamala Harris altière face à Donald Trump

Pour les démocrates, les débats se suivent mais ne se ressemblent pas. Après la soirée cauchemardesque de Joe Biden face à Donald Trump, fin juin, le parti au pouvoir ressort dans un état proche de l'euphorie : non seulement Kamala Harris a tenu le choc, mais elle a placé son adversaire sur la défensive. À la façon d'un match de football américain, le *New York Times* a calculé que, si le temps de parole de la candidate démocrate était moins important que celui de l'ex-président (37'31, contre 43'03), elle a passé 17'25 à attaquer son adversaire, contre 12'54 pour Donald Trump.

La joute a principalement tourné autour du milliardaire nationaliste, sa personnalité, son bilan, son chapelet de mensonges. « C'était souvent comme si Trump était le président sortant », note Aron Blake dans le *Washington Post*. Un rêve de stratège démocrate : transformer, comme en 2020, le scrutin présidentiel en référendum anti-Trump. Retrouvant les accents de la procureure qu'elle a été en Californie, Kamala Harris a passé en revue le « casier judiciaire politique » de Donald Trump : ses procès criminels, l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021, le « projet 2025 » (véritable manifeste ultradroitier élaboré par le think tank The Heritage Foundation) et, enfin et surtout, le droit à l'avortement.

La candidate démocrate a rendu responsable l'ancien président du grand bond en arrière intervenu avec l'invalidation, en juin 2022, de l'arrêt *Roe v. Wade* : il avait en effet nommé plusieurs juges à la Cour suprême avec pour seul critère leur opposition à cette jurisprudence de 1973 protégeant constitutionnellement les droits

des femmes. Elle l'a également accusé d'être prêt à signer une interdiction nationale de l'avortement si un Congrès à majorité républicaine en votait une. Conscient du fait qu'une majorité d'Américains demeurent favorables à l'exercice de ce droit, Donald Trump s'en défend. Mais, appelé à se positionner sur un référendum sur le sujet en Floride, où il réside, il a fait savoir qu'il voterait en faveur d'une interdiction au-delà de six semaines de grossesse.

AU COUDE-À-COUDE DANS LES ÉTATS INDÉCIS

Dans une dizaine d'États, les électeurs devront se prononcer sur l'inscription dans les constitutions locales de ce droit fondamental. Alors que, ces dernières décennies, le camp pro life (anti-avortement) était à l'initiative de référendums, c'est désormais le mouvement pro choice qui se trouve à la manœuvre. Depuis la fin de *Roe v. Wade*, tous les votes populaires ont tourné à l'avantage des partisans du droit à l'IVG. Les sondages prévoient de nouvelles victoires.

Face à ce talon d'Achille de sa campagne, Donald Trump a choisi le mensonge, affirmant que les démocrates ne fixaient aucune limite à l'exercice du droit. Pire : ils seraient « favorables à l'exécution des bébés après leur naissance ». Un délire qui a amené la journaliste d'ABC, Linsey Davis, à sortir de sa neutralité pour simplement rappeler la réalité : « Il n'y a aucun État dans ce pays où il est légal de tuer un bébé après sa naissance. » Autre fabulation trumpienne : à Springfield (Ohio), des migrants haïtiens mangent des animaux domestiques. La facho-sphère a fait tourner cette fake news que la campagne de Donald Trump a reprise. Son propre colistier J. D. Vance

a dû admettre que la rumeur était fausse. Mais sur le plateau du débat, Trump a persisté et signé.

L'opposition à l'immigration constitue le plus grand dénominateur de son électorat. Les saillies de Trump ont donc une fonction : souder son bloc électoral. Elles n'en comportent pas moins une limite : ce socle est minoritaire et ne peut prévaloir qu'en cas de plus faible mobilisation du camp opposé. C'est le scénario qui s'était déroulé en 2016, avec la défaite d'Hillary Clinton malgré 3 millions de voix d'avance, et que veulent conjurer les démocrates. Le retrait de Biden a fait disparaître le spectre d'une défaite annoncée. Si l'entrée en piste de Kamala Harris a convaincu une frange de l'électorat démocrate traditionnel, les dernières enquêtes d'opinion montrent que le compte n'y est pas encore : les deux candidats sont toujours au coude-à-coude dans les sept Swing States (États indécis), soit 18 % de la population, qui feront la décision le 5 novembre. ■

CHRISTOPHE DEROUBAIX

À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Dimanche 15 septembre, à 12 h 15, à l'Agora

« Élection présidentielle aux États-Unis : les femmes peuvent-elles sauver les démocrates ? »

Avec Tristan Cabello, historien, Marie-Cécile Naves, responsable de l'Iris, et Charlotte Recoquillon, chercheuse.

« **L**e goût métallique de la victoire est loin de me suffire. » À elle seule, cette sentence résume ce qu'était Didier Roustan, mort brutale-

ment à 66 ans dans la nuit de mercredi à Paris. Rencontré il y a moins d'un an, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), pour la sortie de son livre *Puzzle*, dans son bar fétiche, Le Bleu, le journaliste sportif qu'il a été durant une cinquantaine d'années affichait ce jour-là, au fond de la salle, toute la mélancolie qui l'habite. Cette « *sodade* » de Cesaria Evora, comme il aimait à définir son état d'esprit lorsqu'il parlait sentiments envers son football.

Le souvenir d'un jeu offensif, bien loin des préceptes aseptisés qui le gouvernent aujourd'hui, où la victoire est plus importante que la manière dont elle a été obtenue, était son seul fil d'Ariane. C'est dans ce troquet planqué dans une petite rue à deux pas de Roland-Garros qu'il refaisait non seulement les matches, mais était aussi, sur les tables d'un autre âge, ses souvenirs de rencontres toutes aussi magiques les unes que les autres.

AMOUREUX DU JEU, DU BEAU, DU GESTE

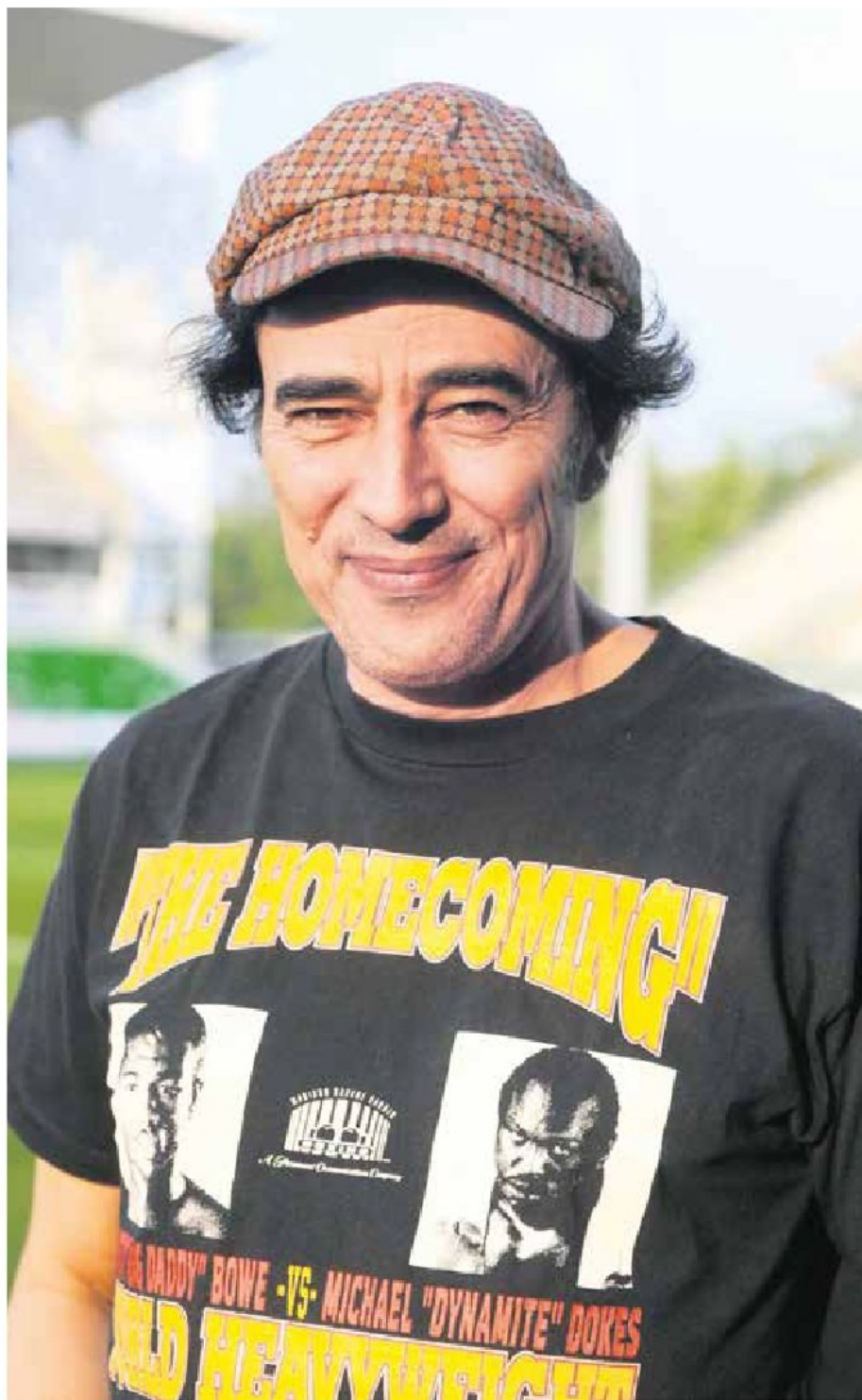
Il était un journaliste sportif bien loin de ceux qui occupent les plateaux télévisés de maintenant. Avec ses cheveux longs mal rangés, cachés parfois par un chapeau ou tout autre couvre-chef, ses chemises bariolées et ses innombrables maillots de foot – spéciale dédicace à l'Argentine ou au Brésil –, les statistiques et autres data ne faisaient pas partie de sa panoplie. Aux chiffres, il préférerait revenir sur une action de jeu qui pouvait expliquer une victoire ou une défaite. C'était un romantique, un amoureux du jeu, du beau, du geste et, plus que tout, des hommes qui le façonnent, le polissent. Donc, de l'humain. Pas étonnant dès lors qu'il fut dès le plus jeune âge un lecteur assidu de *Miroir du football* – magazine fleuron de la presse communiste – ou de le croiser, plus tard, à la Fête de l'Humanité, au stand des Amis de l'Huma, toujours prêt à partager un moment avec celui qui l'entreprenait.

Pas étonnant non plus qu'il fût à l'origine du premier syndicat mondial des footballeurs. En 1995, il s'était associé avec Éric Cantona et Diego Maradona afin de monter l'Association internationale des joueurs professionnels (AIFP). « *Cela a duré quatre ans ! À l'époque de sa création, il fallait être sacrément courageux comme Diego Maradona pour prendre position contre les instances mondiales du football. Les joueurs étaient encore un peu terrorisés à l'idée de prendre la parole. Ce syndicat aurait pu perdurer si nous n'avions pas été trahis par les syndicats nationaux des joueurs* », nous avait-il expliqué.

En 2003, Didier Roustan sera aussi celui qui s'élèvera contre le racisme et la violence dans le foot avec la création de l'association Foot citoyen, en compagnie d'Ar-sène Wenger.

Didier Roustan, le président s'en est allé

DISPARITION Cette figure incontournable de *l'Équipe du soir*, ce journaliste sportif, très grand spécialiste du football, nous a quittés. Il laisse derrière lui une vision humaine et romantique de ce sport dont il a su accompagner les combats les plus justes. Un être rare.



En 2009, en déplacement à Metz, pour l'association Foot citoyen. POLEMILE/SIPA

Un parcours d'homme, mais revenons au beau jeu ! Mélancolie un jour, mélancolique toujours. Didier Roustan, ce vagabond du métier (TF1, Antenne 2 devenue France 2, Europe 1, RTL et Canal Plus, *l'Équipe TV* et tant d'autres), arrivé en 1976 pour un stage après-bac à TF1, aimait les rencontres, celles qui vous font grandir. Pelé, qu'il avait accueilli dans les années 1980 dans l'émission *Téléfoot*, alors qu'il en était devenu le rédacteur en chef, a été le détonateur de cette passion qui ne l'a jamais quitté : « *Il est intimement lié à ma jeunesse. Il m'a fait découvrir des choses que je ne pouvais même pas imaginer. Il m'a ouvert l'esprit au football. J'ai été marqué à vie par cette équipe du Brésil, par sa manière de jouer et par le chef d'orchestre ultime qui était capable de tout faire* », nous avait-il confié à la mort du Roi. Et puis, il y a eu Cruyff, Socrates, Maradona évidemment, tous disparus, tous hommes et joueurs de conviction : « *Je parle toujours d'eux au présent. En Argentine, ils disent : "Maradona, né en 1960, plus l'éternité." Ils sont éternels. Ils m'accompagnent tous les jours et ce sera comme ça jusqu'à la fin* », avait-il expliqué dans *Ouest-France*, il y a un an.

UN PARFUM DE NOSTALGIE

L'enfant de Brazzaville, où il passa ses trois premières années avant de rejoindre la Côte d'Azur et plus particulièrement Cannes – où il a fait ses premières armes en tant que jeune footballeur prometteur au poste de libero –, s'en est donc allé rejoindre ses héros. Il laissera derrière lui ce parfum de nostalgie qui nous enveloppe aujourd'hui. Michel Platini, dont il avait commenté le sacre européen avec l'équipe de France en 1984, a évoqué « *un révolutionnaire du journalisme* ». Pas faux ! Luis Fernandez, l'ancien milieu de terrain des Bleus et du PSG, a parlé d'une grande tristesse : « *Quelle peine ! Mon ami depuis quarante ans, Didier Roustan, est parti cette nuit. Un vrai personnage, un passionné de football, un homme vrai. Je t'ai toujours aimé, mon Didier, tu vas terriblement me manquer...* » À nous aussi.

ÉRIC SERRES

La Fête du Nouveau Front populaire

Moment politique incontournable, la Fête de l'Humanité sera le lieu d'échanges et de questionnements de la gauche deux mois après sa victoire aux législatives.

La Fête de l'Humanité 2024 sera le premier grand événement festif du Nouveau Front populaire (NFP). L'occasion pour la gauche d'une rentrée politique en ordre de bataille. En plus des nombreux espaces du Parti communiste français, Les Écologistes, la France insoumise, le Parti socialiste seront une nouvelle fois présents avec leur propre stand. La Fête de l'Humanité sera ainsi le carrefour de cette gauche unie, dans sa diversité. Même sans majorité absolue, et sans première ministre de gauche, l'heure reste à l'action. Faire front contre l'extrême droite, cesser la chasse aux pauvres, améliorer la santé au travail, faire renaître le service public ferroviaire, comment peser à gauche après les élections européennes... Tant de projets à porter et à remettre sur le devant de la scène.

Depuis l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron, jusqu'à la nomination de Michel Barnier à Matignon, les derniers mois ont été particulièrement intenses pour les personnalités politiques du NFP, militants, syndicats et associations. « Personne ne pensait (que la gauche) parviendrait à s'unir pour les législatives, puis qu'elle trouverait un nom pour Matignon. Tout le monde pensait que l'union exploserait dans le mois suivant les élections. En réalité, l'union de la gauche est toujours là », explique Lucie Castets à l'Humanité après sa rencontre avec Emmanuel Macron, le vendredi 23 août. La candidate du NFP pour Matignon sera, bien entendu, une des figures de cette Fête, notamment lors d'un grand entretien à l'Agora.

AFFRONTER L'EXTRÊME DROITE ET LES MILLIARDAIRES QUI LA SOUTIENNENT

Les débats quant au projet à défendre et aux stratégies à adopter dans les mois à venir seront animés, tandis que le Rassemblement national gagne du terrain et que le néolibéralisme gangrène le pays. Avec une majorité très relative, comment réussir à imposer le programme du NFP ? Comment regagner des territoires perdus par la gauche ? Comment peser à l'Assemblée nationale ? Des questions centrales auxquelles tenteront de répondre également les différentes sections locales du PCF. Dans chacun de leurs stands organisés par régions, départements ou villes, de nombreux débats auront lieu, met-

Fabien Roussel, Olivier Faure, Manuel Bompard, Marine Tondelier, Lucie Castets... Une fois encore Brétigny-sur-Orge, sera le carrefour des gauches.

tant en lumière le travail des militants sur le terrain pour convaincre de nouveaux électeurs dans les classes populaires, mais aussi pour vaincre le RN.

L'inquiétante diffusion et la banalisation de ses idées dans les médias nécessitent un réarmement stratégique et idéologique pour remporter la bataille culturelle à gauche. Les groupes de presse aux mains de milliardaires tels que Vincent Bolloré, Patrick Drahi, Xavier Niel, Daniel Kretinsky, Bernard Arnault ou encore Rodolphe Saadé participent au pourrissement du débat public. La Fête de l'Humanité – où des militants du monde entier se retrouvent et partagent leur combat – ouvre des perspectives dans ce contexte inédit. Plus de 430 000 visiteurs se sont rendus l'an dernier au Plessis-Pâté (Essonne) pour ce grand événement populaire organisé par le journal communiste. À la croisée des défis, l'édition de 2024 s'annonce particulièrement dense. ■

MARGOT BONNÉRY



NFP : LE PROGRAMME DES RENCONTRES

VENDREDI 13 SEPTEMBRE

17 h 30 Entretien avec Lucie Castets, candidate à la fonction de première ministre du Nouveau Front populaire. Animé par Sébastien Crépel, codirecteur de la rédaction de *l'Humanité*, et Julia Hamlaoui, cheffe de l'Humatinala Agora de l'Humanité.

18 heures « NFP, le temps des ruptures sociales et écologiques »
Stand du Parti socialiste.

19 h 30 « Reconquérir le monde du travail face au RN » Avec Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, Lucie Castets, candidate du NFP au poste de premier ministre, Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT. Animé par Aymeric Seassau. Stand du conseil national du PCF.

SAMEDI 14 SEPTEMBRE

13 heures « Quelles conquêtes pour le pays grâce au Nouveau Front populaire ? »
Stand de Génération.s.

14 heures « Les défis du Nouveau Front populaire » Avec Manuel Bompard, coordinateur de la FI, Olivier Faure, premier secrétaire du PS, Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, et Marine Tondelier, secrétaire nationale des Écologistes. Animé par Aurélien Soucheyre chef de la rubrique politique et Margot

Bonnéry, journaliste à *l'Humanité*.
Agora de l'Humanité.

14 heures « La gauche veut-elle lutter contre le racisme ? »
Avec Dominique Sopo (SOS Racisme), Rodrigo Arenas (député FI), Dieynaba Diop (députée PS).
Stand de SOS Racisme.

15 h 30 « Contre le coup d'État constitutionnel, la VI^e République ? »
Avec Cyrielle Chatelain, présidente du groupe écologiste et social à l'Assemblée nationale, Cécile Cukierman, présidente du groupe CRCE-K au Sénat, Benjamin Morel, constitutionnaliste, Mathilde Panot, présidente du groupe FI à l'Assemblée nationale, et Boris Vallaud, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Animé par Cyprien Caddeo, chef adjoint de la rubrique politique à *l'Humanité*.
Agora de l'Humanité.

16 heures « Le mouvement social et le NFP, une nouvelle ère politique ? »
Stand de L'Après ensemble !-GDS.

16 h 45 « Une gauche efficace contre l'extrême droite, comment ? »
Stand de Génération.s.

17 h 45 Meeting de Fabien Roussel, secrétaire national du PCF.
Scène Angela Davis.

17 h 45

« Défaire le RN : comment unir les classes populaires ? » Avec Raphaël Arnault, député FI, Marie Pochon, députée Les Écologistes, François Ruffin, député Picardie debout !, et Nicolas Sansu, député PCF. Animé par Anthony Cortes, journaliste à *l'Humanité*.
Agora de l'Humanité.

DIMANCHE 15 SEPTEMBRE

11 heures « Avec le NFP, on a évité le pire. Comment construire le meilleur ? »
Avec Stéphane Peu, député, Laurent Brun, membre du bureau de la CGT, Claire Fortassin, de la FSU 93, et Nathalie Simonnet, membre de l'exécutif national du PCF.
Stand du PCF 93.

11 heures « Syndicats et mouvement social : quel rapport au NFP ? »
Stand de Solidaires.

15 heures « Le programme du NFP est-il applicable ? » Avec Frédéric Boccara, économiste du PCF, Éric Coquerel, député FI, Karine Lebon, députée GDR, et Eva Sas, députée Les Écologistes. Animé par Cyprien Boganda, chef adjoint de la rubrique capital-travail à *l'Humanité*.
Agora de l'Humanité.

15 heures « Le NFP, et maintenant ? »
Stand du Parti socialiste.

L'ESCALE Détente et santé au cœur de la Fête

Cette oasis de calme et de tranquillité est l'une des nouveautés de l'édition 2024.

Reprendre son souffle quand la Fête bat son plein, c'est exactement ce que propose l'Escale. Belle nouveauté de cette édition 2024, ce village organisé par la Fédération des mutuelles de France ouvre ses 450 mètres carrés, installés à la confluence des principales allées et face à l'Agora, aux avides de détente et de son tamisé.

Son kiosque d'accueil vous guidera selon vos envies. Besoin de quiétude ? Transats, parasols et canapés vous attendent dans un jardin de 300 mètres carrés pour faire une pause sans musique. À moins que le bar de thés et boissons aromatisées non alcoolisées made in Scop-Ti ne vous tente. Des petits jeux vous permettront de tester vos connaissances sur la prévention, les mutuelles et le mouvement social. L'espace abrité proposera quant à lui des ateliers collectifs consacrés à l'alimentation, à la citoyenneté et à la santé.

La santé sera d'ailleurs au cœur de débats réguliers confrontant les points de vue de représentants des associations, mutuelles, syndicats et partis. SOS Méditerranée et la Cimade présenteront, samedi soir et dimanche en début d'après-midi, deux cartes blanches hautement citoyennes. ■

STÉPHANE GUÉRARD



INVITATION

Fabien Gay, Directeur de *l'Humanité*, a le plaisir de vous inviter

JEUDI 12 SEPTEMBRE À 18H00

À L'INAUGURATION DE

LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

13 • 14 • 15 Sept 2024 | LA BASE 217 (91) | Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge

À L'AGORA DE L'HUMANITÉ

Esplanade Jean Jaurès
Base 217 - Le Plessis-Pâté/Brétigny-sur-Orge

Attention : cette invitation ne donne pas accès à la Fête le vendredi 13, samedi 14 et dimanche 15 septembre 2024

Scannez ce QR Code pour demander votre invitation

SPÉCIAL LITTÉRATURE

Le rendez-vous
des livresNul Ennemi comme un frère,
de Frédéric Paulin. P. 18La Vie ou presque,
de Xabi Molia. P. 18Les États généraux de 1945,
de Michel Pigenet. P. 20

«Angela Davis me regarde toujours»

ENTRETIEN

LITTÉRATURE

L'écrivain **Alain Mabanckou** publie un livre qui se présente, littéralement, comme un exercice d'admiration adressé à celle qui est l'invitée d'honneur de la Fête de l'Humanité.

Le 14 septembre, au Village du livre, ils seront face à face.



Alain Mabanckou, romancier et poète, enseigne depuis des années la littérature francophone dans des universités américaines. Auteur de nombreux ouvrages, couronné par plusieurs prix dont le Renaudot en 2006 pour *Mémoires de porc-épic* (Seuil), il publie ces jours-ci *Cette femme qui nous regarde*, dont le sous-titre est *Angela Davis, l'Amérique et moi*. La militante et philosophe en est la figure centrale. Il nous en parle.

Vous publiez *Cette femme qui nous regarde*, ouvrage dans lequel vous mettez en lumière l'importance qu'a, dans votre vie, la figure d'Angela Davis. Quand et comment est apparue l'idée de ce livre ?

En 2014, lorsque Angela Davis est venue donner une conférence à Los Angeles. Il s'agit pour moi d'acquitter une dette d'enfance. Chez mon oncle, à Pointe-Noire (Congo-Brazzaville - NDLR), il y avait dans la bibliothèque beaucoup d'ouvrages sur le marxisme-léninisme et, aussi, l'autobiographie d'Angela Davis, avec sa photo sur la couverture, celle d'une jeune femme à la coiffure afro et au regard déterminé. On croit regarder une photo mais c'est la photo qui vous regarde. Ma mère disait : « Pourquoi cette femme n'arrête pas de nous regarder pendant que nous mangeons ? » Pour moi, Angela Davis était

alors une femme mystérieuse. J'ai su plus tard en quoi son nom symbolisait les luttes pour la liberté.

Le livre mêle des épisodes de votre vie à des étapes de son parcours héroïque. Vous la tutoyez dans le texte...

En écrivant, je cherchais le ton à adopter. Je ne suis qu'un être infinitésimal face à l'importance qui est la sienne

« J'ai voulu créer une proximité, voire une intimité, afin que le lecteur puisse se sentir, lui aussi, proche d'elle. »

dans l'histoire de l'humanité. Ce tutoiement est un tutoiement d'adoration. Elle est à la fois une mère et une parente, puisqu'elle était présente dans la bibliothèque de mon oncle. J'ai voulu créer une proximité, voire une intimité, afin que le lecteur puisse se sentir, lui aussi, proche d'elle. Utiliser le « tu » per-

met le « je ». Dans ce livre, il y a deux récits : celui de ma perception admirative d'Angela Davis et le regard que je porte sur ma propre existence ; la naïveté qui était la mienne à cette époque, la présence de mes parents, la situation générale de l'Afrique d'alors pendant que l'Amérique noire était en pleine turbulence.

Vous dites quelque part qu'elle vous a ouvert les yeux sur les États-Unis, où vous enseignez depuis longtemps...

Angela Davis m'a appris une autre Amérique, celle du refus radical de l'injustice. Je l'ai ressenti à Détroit, où j'enseignais, quatre ans durant, la littérature francophone à l'université du Michigan. Les populations noires y vivaient dans un désespoir absolu. Le père d'Angela Davis devait être armé jusque dans sa maison. C'était à Birmingham (Alabama). La famille avait choisi d'habiter dans un quartier de Blancs. Les maisons des Noirs étaient bombardées. Angela Davis a vécu dans la terreur en permanence. Cette terreur définit les États-Unis. Les années d'épreuves en prison ont forgé son âme rebelle. Elle m'a encore appris que le pouvoir n'a pas de sexe. Quand on dit, en Afrique, que le pouvoir est entre les mains des hommes, en réalité ce sont les femmes qui l'incarnent au mieux. Angela Davis me rappelle ma mère, dont la détermination était extraordinaire. Elle s'est battue pour avoir son propre logement et un terrain à elle. Elle ne voulait pas que mon père puisse dire que nous habitions dans la maison du père. Je vois ma mère comme une sorte d'Angela Davis africaine !

Votre livre plonge ses racines dans la lutte assidue que mène Angela Davis contre le racisme et toutes les formes d'injustice. Vous évoquez, notamment, les « frères » de Soledad, dont George Jackson. Quelle place a eu, dans votre conscience, cet épisode particulièrement cruel et révélateur ?

Oui, j'évoque ces frères de lutte, emprisonnés dans le pénitencier de Soledad en Californie, où se trouvaient des Black Panthers et, parmi eux, George Jackson, très proche d'Angela Davis au point que le système judiciaire a parlé d'une relation amoureuse entre eux. Son incarcération et, plus tard, la tentative de faire évaluer des prisonniers, est sans doute l'un des épisodes les

plus révélateurs de la lutte des Black Panthers, dont les membres étaient capables de se sacrifier pour les autres. Lorsque Jonathan Jackson, petit frère du captif George Jackson, a tenté une prise d'otages dans un tribunal dans l'espoir de réclamer la libération de son aîné, cela s'est mal passé. Jonathan et un juge de la Cour suprême ont été tués. On a appris que les armes du petit frère appartenaient à Angela Davis. Après deux mois de cavale, elle était arrêtée le 13 octobre 1970, conduite au centre de détention des femmes de l'État de New York, accusée de complicité de prise d'otages et de meurtre. Elle encourait la peine de mort. Le soutien à sa cause a été mondial, avec des personnalités allant de James Baldwin à Sartre et Aragon. Cette prison a été comme un chemin de croix pour devenir celle qu'elle est aujourd'hui.

Vous êtes né dans le Congo rouge, dont vous dénoncez les errements néfastes. Angela Davis est communiste. Comment établissez-vous le juste distinguo ?

L'idée communisme est commune aux Noirs américains et aux Africains après les indépendances. Beaucoup d'anciennes colonies françaises se sont mises à embrasser le marxisme-léninisme. Nous sommes devenus des nations rouges. Cette nouvelle idéologie prônait l'appropriation des moyens de production par le peuple. Le capitalisme devenait l'ennemi numéro un. Au même moment, aux États-Unis, sévissait le maccarthysme. Y être communiste, c'était devenir un traître et la cible des politiciens. Angela Davis, qui va avoir son premier poste à l'université de Californie-Los Angeles, sera virée parce que communiste. J'établis un lien entre Angela Davis, virée d'UCLA parce que communiste, et moi, venu d'un pays rouge, embauché dans la même université. Ironie du sort. Quant au Congo-Brazzaville, les illusions y furent nombreuses. Chez nous, les dictateurs étaient communistes. Ce communisme dévoyé a été à l'origine du culte de la personnalité dans les nations africaines.

Vous affirmez qu'Angela Davis a tracé « toutes les étapes » de votre « développement politico-intellectuel »...

J'étais très sensible aux mouvements des droits civiques aux États-Unis. Je voulais également être mieux sensibilisé à la façon dont les femmes s'imposaient dans

« J'établis un lien entre Angela Davis, virée d'UCLA parce que communiste, et moi, venu d'un pays rouge, embauché dans la même université. »

la reconquête de l'identité afro-américaine. J'avais constaté qu'au sein des différentes branches de ce qu'on appelle le Black Power, notamment chez les Black Muslims, il y avait un machisme qui ne me convenait pas. L'homme était devant et la femme derrière. Les femmes étaient plus présentes chez les Black Panthers que chez

les Black Muslims. Angela Davis faisait partie des Black Panthers. J'ai pensé à la présence de ma mère qui, comme on dit chez moi, portait le pantalon. J'ai pris conscience que l'individu a la capacité de s'épanouir dans le combat, quel que soit son sexe. Seule compte la lutte menée sous l'égide des idées, et non pas sous l'égide des hommes.

Le 14 septembre, au Village du livre de la Fête de l'Humanité, vous serez face à Angela Davis...

Comment imaginez-vous cette rencontre ?

J'éprouverai une intense émotion, avec l'impression double de la voir sur la couverture de son autobiographie, à l'intérieur de la maison de mon oncle ! Il était membre du Parti congolais du travail. En la voyant, c'est toute une époque de mon enfance qui va passer sous mes yeux. Ce sera sans doute la rencontre la plus marquante de mon existence. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MURIEL STEINMETZ

Deux vies parallèles qui, par écrit, se rejoignent

Du Congo de son enfance aux États-Unis où il vit, Alain Mabanckou suit à la trace le parcours lumineux de « l'illustre militante », Angela Davis.

Cette femme qui nous regarde, d'Alain Mabanckou, Robert Laffont, 160 pages, 18,90 euros

Après *Rumeurs d'Amérique*, essai vagabond sur sa terre d'adoption, et *Lettre à Jimmy*, soit James Baldwin (1924-1987), Alain Mabanckou consacre un livre à Angela Davis, « l'illustre militante », « l'une des femmes les plus importantes de notre époque ». Il lui dit « tu » avec ferveur. Il la compare à sa mère analphabète, combative, morte trop tôt. C'est pour lui l'occasion d'un retour mental vers son Congo natal. Son oncle, membre du parti unique congolais, avait dans sa bibliothèque *Autobiographie*, d'Angela Davis, avec, sur la couverture, le visage de « cette femme qui nous regarde ». Le livre s'ouvre sur la conférence qu'Angela Davis donna en 2014 dans l'université dont elle avait été renvoyée au motif qu'elle était communiste et membre des Black Panthers. Alain Mabanckou, qui enseigne aujourd'hui dans cette université, écoute alors Angela Davis, tout en évoquant l'Afrique de son enfance, celle des indépendances, avant les dictatures et les désillusions.

ROMAN ET ODE À UNE FEMME D'EXCEPTION

L'écrivain mêle les deux histoires, celle de l'Africain vivant aux États-Unis et celle de l'Africaine-Américaine dans ces années 1970, emprisonnée après deux mois de cavale. Il observe en parallèle le monde noir américain pour voir, de là-bas, l'Afrique d'alors. Il revient sur l'enfance dure d'Angela en Alabama, confrontée petite à la ségrégation raciale, terrorisée par le Ku Klux Klan qui dynamitait les maisons des Noirs. Il dit ses combats, sa période européenne, lorsqu'elle vint étudier la philosophie en France, à la Sorbonne. Dans un chapitre intitulé « Ce frère qui nous unit », il repasse par James Baldwin, lui aussi exilé en France, qui adressa à Angela un mot lorsqu'elle était en détention.

Alain Mabanckou rappelle la naissance du Black Power et des courants qui le traversent. Il énumère les engagements actuels d'Angela Davis : le féminisme intersectionnel, la lutte pour l'abolition des prisons, sa défense des Palestiniens, le mouvement Black Lives Matter ; et, en France, la décision lamentable de Valérie Pécresse, présidente du conseil régional d'Île-de-France, de débaptiser le lycée Angela-Davis de Seine-Saint-Denis pour le rebaptiser Rosa-Parks. C'est à la fois un roman, un livre d'histoire et une ode à une femme d'exception qui refuse le statut d'icône. ■ **M. S.**

À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Samedi 14 septembre, 13 heures, à l'Agora

« Carte blanche à Angela Davis »

Le même jour, à 15 h 15, au Village du livre, la militante africaine-américaine dialoguera avec l'écrivain Alain Mabanckou à l'occasion de la présentation de l'ouvrage *Mumia : la plume et le poing*, dont elle signe la préface.



Le Liban de bruit et de fureur

ROMAN Invité, le samedi 14 septembre, à la Fête de l'Humanité, Frédéric Paulin retrace les premières années de la guerre civile et les implications troubles de la France au pays du Cèdre. Le premier volet noir et captivant d'un projet au long cours.

Nul Ennemi comme un frère,
de Frédéric Paulin, Agullo Noir,
480 pages, 23,50 euros

C'est un roman qu'on lit sans reprendre son souffle. Sans doute parce que le récit ne comporte aucune pause, au mépris de la traditionnelle division en chapitres, comme un fleuve en crue qui emporte tout sur son passage. Premier volet d'un projet au long cours, *Nul Ennemi comme un frère* retrace le début de la guerre du Liban (1975-1983), et l'extension au-delà des frontières d'un conflit entre une mosaïque de communautés. Avec des ramifications diplomatiques et

politiques jusque sur le territoire français, les relations entre les deux pays datant, dit-on, de l'époque de Soliman le Magnifique et François I^{er}.

À partir d'un contexte historique rigoureusement exact – on salue le travail de documentation –, Frédéric Paulin imagine une fiction chorale autour d'une poignée de personnages qui évoluent dans les sphères politiques, la justice, la police ou le renseignement. Au Liban en pleine

Un contexte historique rigoureusement exact et une impressionnante efficacité narrative.



Légionnaires français à Beyrouth, en septembre 1983. PIERRE PERRIN/GAMMA-RAPHO VIA GETTY IMAGES

implosion, l'avocat Michel Nada, fils cadet d'une puissante famille chrétienne, part en France avec pour mission de trouver des appuis dans les rangs de la droite française. À Paris, alors qu'il intègre les rangs du RPR naissant, il rencontre la juge Sandra Gagliago, fille d'un cacique du parti et collaboratrice du juge Boulouque, l'un des premiers magistrats antiterroristes. Il faudrait citer tous les personnages : le chiite Abdul Rasool AlAmine et l'interprète Zia Al Faqih, qui joue un jeu trouble avec Philippe Kellerman, conseiller politique à l'ambassade de France, le flic Nicolas Caillaux et l'agent du renseignement Christian Dixneuf, rivaux en amour comme des coqs dans une basse-cour.

Avec une impressionnante efficacité narrative et des dialogues affûtés, Frédéric Paulin plonge dans le tumulte d'une guerre dont les échos se poursuivent jusqu'à aujourd'hui. Celles et ceux qui ont vécu ces années se remémoreront les événements égrenés par les journaux télévisés : l'intervention israélienne de 1982 (« Paix en Galilée »), l'assassinat du président Bachir Gemayel, les massacres en représailles de Sabra et Chatila, perpétrés par les phalangistes chrétiens sans distinction entre civils et soldats de l'OLP. Mais aussi, en France, la traque d'Action directe et les débuts de la menace terroriste. Les pages les plus éclairantes sont celles qui pénètrent dans les coulisses de la politique française, des barbouzeries de Chirac et de son entourage à la victoire de la droite aux municipales partielles de Dreux (Eure-et-Loir) en 1983, grâce à l'alliance avec le candidat du FN Jean-Pierre Stirbois. Du grain à moudre pour notre présent. ■

SOPHIE JOUBERT

On est très sérieux quand on écrit à 17 ans

ROMAN Xabi Molia propose une fiction prolongeant sur le prochain demi-siècle l'aventure littéraire de jeunes nés dans les années 1980.

La Vie ou presque, de Xabi Molia,
Seuil, 240 pages, 20 euros

L'été de ses 16 ans, Paul Marcillac apprend que la nouvelle qu'il a envoyée à un prestigieux concours national a reçu le troisième prix. Cette annonce, qui devrait au minimum l'encourager, le terrasse. Le vainqueur est Simon, son frère aîné, qui n'avait dit à personne qu'il s'y était inscrit. L'affaire, contre toute attente, rapproche les deux frères. Ils font un pacte : ils seront les meilleurs écrivains de France. L'association est bientôt rejointe par Idoia Bosz-Vidal, une voisine basque. Elle les éblouit. Belle, originale, provocatrice, elle a tout lu, prononce des jugements à l'emporte-pièce sur tout, leur lit les trois premières pages d'un roman inachevé. Ils les déclarent « somptueuses ».

UN PARFUM D'ENQUÊTE DÉCALÉE

Que va faire la vie de ces trois adolescents qui se lancent à l'assaut du ciel de la littérature ? Simon se fait proustien, puis écrit un roman plus personnel. Succès d'estime mais échec commercial. Paul, lui, abandonne un gros roman « à la Marguerite Yourcenar » pour une brève histoire sur un sujet d'actualité, l'infanticide, qui finit par obtenir le prix de l'Académie française. Problème : Simon accuse Paul de lui avoir volé son sujet. La mésentente qui couvait entre les deux frères devient guerre. Quant à Idoia, qui « rêve du livre parfait, celui qui dit tout de la vie ou presque », elle l'écrit, puis le perd. Elle ne reviendra à la littérature que par de brefs récits intitulés *les Écrivains parfaits*, portraits imaginaires d'auteurs marqués par l'impossibilité d'écrire, le minimalisme, le renoncement.

Xabi Molia nous avait habitués à des fictions souvent dystopiques. On pense au prémonitoire *Des jours sauvages*, où tout un pays fuyait une épidémie. Ici, il se donne pour objet la littérature et les écrivains. On pourrait ironiser : quoi de plus dystopique ? D'autant plus qu'il choisit de déplacer son regard en 2070... Cela donne à son roman un parfum d'enquête décalée. Sans sacrifier la complexité des personnages, il mêle à une réflexion pénétrante sur la littérature un portrait acéré des mœurs du sériel vues du prochain demi-siècle. Il y a une part de jeu, évidemment. On y voit passer bien des écrivains actuels, connus ou pas, dont certains figurent même dans notre sélection de la rentrée. On apprend ainsi qu'Olivia Rosenthal a le jarret solide sur son vélo, et que Maylis de Kerangal vient d'avoir le Nobel. Il est des vues de l'avenir plus pessimistes... ■

ALAIN NICOLAS

À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Votre portrait par Yann Arthus-Bertrand

Inspiré par les grandes enquêtes de l'Insee et le recensement, le photographe Yann Arthus-Bertrand, connu pour son succès mondial *la Terre vue du ciel*, s'est lancé depuis des années dans le projet inédit et de grande ampleur « Les Français et ceux qui vivent en France », destiné à dresser un tableau visuel de notre peuple. Pour ce faire, il collabore avec Hervé Le Bras, démographe et historien français.

Ces portraits sont réalisés en studio, sur une même bâche en toile de jute afin de donner une harmonie visuelle au projet destiné à montrer l'étendue de la diversité française et la richesse culturelle du pays. Le photographe a déjà déplacé son studio itinérant dans nombre de villes françaises

en explorant la question : « Qu'est-ce qu'être français ? Qu'est-ce qui constitue notre identité ? » Ainsi se trouvait-il, la semaine dernière, à Perpignan (Pyrénées-Orientales).

Ce week-end, il sera vendredi, samedi et dimanche, de 13 heures à 20 heures, à la Fête de l'Humanité. Vous pourrez poser seul, en couple, avec des amis ou votre animal, et repartir gratuitement avec votre portrait numérique. Le studio, où vous pourrez vous inscrire, sera installé entre le Village du livre et l'Espace numérique. Un livre sur cet ambitieux projet sera prochainement édité par Actes Sud. ■

MAGALI JAUFFRET

Dernière œuvre : *Vivant*, film documentaire, 2023.



ESSAI 18 juin 1934, le chemin vers l'unité à Toulouse



1934. Affrontement antifascistes, la gauche fait front, d'André Arnal, Éditions midi-pyrénéennes, 170 pages, 7,50 euros.

Comme dans la capitale le 6 février de la même année, Toulouse a connu une nuit d'émeute le 18 juin 1934. Revenant sur cet événement, André Arnal étudie quel rôle de catalyseur il a joué localement dans l'union des forces de gauche et syndicales. En fin d'après-midi, ce 18 juin, Pierre Taittinger, dirigeant de la ligue d'extrême droite les Jeunesses patriotes, tient un meeting dans un salon du Grand Hôtel. Des manifestants, répondant à l'appel du Parti communiste et de la CGTU, occupent les abords de l'établissement. Vers

20 heures, un cortège de la SFIO et de la CGT, parti de la place du Capitole, les rejoint. Alors que tout est calme, surgissent de l'hôtel 200 gendarmes mobiles qui matraquent sans discernement la foule. Les manifestants ripostent en se dispersant dans le centre-ville. Des barricades sont érigées, des incendies allumés, des ouvriers des quartiers populaires arrivent en renfort. Les troupes à cheval entrent dans la mêlée, simples badauds ou émeutiers sont frappés avec violence. Au petit matin, le bilan est lourd : un mort, 38 blessés, 250 arrestations suivies de plusieurs condamnations. Bien que depuis le 6 février les partis de gauche se soient rapprochés, la division reste de mise au sein des appareils toulousains. Électoralement dominante, la SFIO dirige la municipalité, alors que le PCF ne réalise que de faibles scores. Sur le plan syndical, la CGT

réformiste est forte parmi les employés et les salariés des PME ; la CGTU est bien implantée dans les grandes usines et chez les cheminots. Toutefois, André Arnal montre comment depuis des mois, à l'université – où la confrontation avec les fascistes est quotidienne –, les étudiants progressistes n'hésitent pas à faire front ensemble. Après le 18 juin, tout s'accélère : lors des obsèques de Victor Roussel, dans les meetings de solidarité avec les militants poursuivis en justice et à la faveur de diverses manifestations, l'unité prend corps dans le peuple toulousain, tandis qu'au plan national, le 27 juillet, SFIO et PC signent un pacte d'unité d'action, premier pas vers la constitution du Front populaire. Les analyses de cet ouvrage, alerte et bien documenté, demeurent d'une éclairante actualité. ■

DIDIER FOUCAULT

ESSAI Pour un projet d'école commune



La Crise de l'école et les moyens d'en sortir, de Jean-Pierre Terrail, la Dispute, 144 pages, 12 euros

L'école connaît une grave crise : moyens très insuffisants, démissions d'enseignants, fuite vers le privé, les inégalités se creusent, le niveau baisse pour tous. Prétendant y remédier, trois projets politiques, élitistes et compassionnels, sont analysés par Jean-Pierre Terrail. Celui des conservateurs réactionnaires pour une école qui trie et sanctionne, réprime et sélectionne. Celui des libéraux partisans de l'école concurrentielle, fondé sur la conviction que l'égalité est destructrice et la démocratisation illusoire. Celui de la

gauche fataliste et résignée : puisqu'il y aura toujours des gagnants et des perdants, il faut rendre l'école plus douce aux vaincus en en rabattant sur les exigences et les savoirs, ce qui aboutit dans les faits à aggraver le sort de ces vaincus, comme le montrent les études Pisa et la recherche. Alors, comment en sortir ? Indispensable, un meilleur financement de l'école ne garantit pourtant en rien la fin de l'hémorragie de la baisse du niveau, ni a fortiori la démocratisation de l'accès aux savoirs. C'est là un domaine d'intervention que les partis progressistes ont encore sans doute trop peu investi. La seule école authentiquement démocratique est celle qui se donne une nouvelle mission, fondée sur un tronc commun défini à partir « des mêmes ambitions et exigences intellectuelles pour tous les élèves ». C'est d'un tel projet qu'il faut partir, celui d'une « école commune jusqu'à 18 ans » s'appuyant sur une véritable culture partagée. Ce qui rend crédible un tel objectif est ici clairement démontré. ■

SERGE COSPEREC

ESSAI Absolument tout ce qu'on peut faire de sa peau



Cicatrices, de David Le Breton, Métailié, 250 pages, 18 euros.

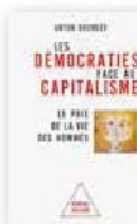
Sous-titré « L'existence dans la peau », le nouveau livre du sociologue scrute à la loupe le derme et les traces laissées par le temps. Des gadins à vélo aux griffures de ronces, des marques indélébiles laissées par l'expérience (celle du déracinement contraint, par exemple), tout un langage des signes se lit sur notre enveloppe corporelle, qu'il s'agisse de marques voulues ou subies, affichées ou dissimulées. La peau est le support du vécu de la personne, qui nous interdit, en somme, d'échapper à notre « propre histoire physique ».

Certaines pratiques comme le tatouage signifient le désir d'une réappropriation de soi en se marquant « à vie ». La peau est aussi le lieu visible de nos états d'âme. Ne dit-on pas justement « être mal dans sa peau » ? Les cicatrices laissées par les poussées d'acné à l'adolescence peuvent « pourrir la vie » et devenir tragiques pour les relations.

Ce livre de David Le Breton, passionnant, embrasse à plein son sujet. Il s'abreuve à plusieurs sources, de la médecine à la peinture, en passant par la philosophie, la littérature, le cinéma, la psychologie... Le spectre est large des cicatrices dans le monde de l'art ; Marina Abramovic et ses performances sur les limites de tolérance du corps jusqu'aux scarifications des adolescents, sans oublier les « blessures carcérales », quand il ne reste que le corps pour éprouver son existence, face au contrôle absolu sur le détenu par le système carcéral. David Le Breton propose une réflexion stimulante et inédite, tout à la fois savante et populaire, sur un thème peu envisagé, qui concerne absolument tout le monde, le doute là-dessus n'est pas permis. ■

MURIEL STEINMETZ

ESSAI Face à la sphère marchande, le difficile réveil de la social-démocratie



Les Démocraties face au capitalisme, d'Anton Brender, Odile-Jacob, 176 pages, 18,90 euros

Économiste dans une société financière, Anton Brender met en lumière les difficiles rapports entre capitalisme et démocratie. Selon l'auteur, l'État a cessé d'assumer sa responsabilité dans le développement des infrastructures sociales où se joue la vie de chaque citoyen. On le rejoindra

dans le diagnostic. Faute d'attention et de moyens, l'école, l'hôpital, la police, la justice... ont vu leurs qualités de service se dégrader. On a laissé le champ libre à la sphère marchande. Pour Brender, les « sociaux-démocrates », au cœur des compromis politiques, se laissant à tort convaincre par l'idéologie du laisser-faire, ont failli. L'auteur estime qu'avec un peu de volontarisme, il est à nouveau possible de « reprendre en main le capitalisme, en lui donnant une nouvelle direction ». ■

JEAN-CHRISTOPHE LE DUIGOU

LITTÉRATURE Clémence Dumper, narre l'Odyssée de « Walkyries du désastre »



Les Corps révélateurs, de Clémence Dumper, Labyrinthes, 112 pages, 16 euros

Les plus belles étapes de l'Odyssée sont celles où le héros est en compagnie de femmes. Elles font rêver, celles qui le sauvent, le recueillent, l'abritent, lui ouvrent leur table et leur lit. Et l'attendent, bien sûr. Sans oublier la plus grande, la divine, qui le protège, l'inspire, restaure au besoin sa force et sa beauté après avoir négocié pour son compte auprès des autres dieux. Nausicaa, Calypso, Circé, Pénélope, Athéna doivent-elles se

contenter de faire de la figuration dans l'épopée de cet « homme aux mille discours » ? Mille mensonges, avance Clémence Dumper, le plus grave étant la construction d'un mythe du féminin où ces charmantes figures occupent toutes les cases de la servitude. Dans *les Corps révélateurs*, elle leur donne la parole. Elles parlent de leur corps, de ce qu'elles en font, de ce que leur fait Ulysse, de ce qu'elles font de lui, avec lui et avec d'autres. Adieu la pucelle naïve, la nymphe abusive, la magicienne cruelle, l'épouse fidèle, la déesse inviolée. Place à ces « Walkyries du désastre » qui démontent le mythe, démembrant le mystificateur et font entendre la vérité de leur désir. ■

A. N.



LA CHRONIQUE PHILO DE CYNTHIA FLEURY



Les spectres si proches

● C'est parce que l'artiste Clarisse Griffon Du Bellay était traversée, la nuit, par des images spectrales – sachant qu'elle connaissait depuis toujours l'histoire de ses ancêtres – qu'elle décida d'affronter la « vérité » du radeau de la Méduse (bateau échoué en 1816), en lisant les marges annotées par Joseph Jean Baptiste Griffon Du Bellay, son oncle rescapé dudit naufrage, dans le livre *le Naufrage de la frégate la Méduse* écrit par ses comparses survivants Corréard et Savigny (1818). Les officiers, dont son oncle, accusant les soldats de mutinerie, les avaient en réalité délibérément enivrés pour s'en débarrasser ou en manger certains. Certes, ce cannibalisme n'était ni rituel ni culturel, mais de survie. Dans *la Voix des fantômes. Quand débordent les morts* (Seuil, 2024), l'anthropologue Grégory Delaplace revient sur les « affections anthropophages » dont ont témoigné les Wari' du Brésil, en 1960, lorsqu'on leur a intimé l'ordre d'enterrer leurs morts plutôt que de les goûter. Car il existe un « endocannibalisme compassionnel », en rien similaire à l'exocannibalisme, qui consiste à ingérer ses ennemis, sans déférence aucune. Cette diversité de l'acte funéraire ou du rapport aux corps des morts, les anthropologues la connaissent bien.

Il est plus délicat, écrit Delaplace, de se « saisir anthropologiquement des fantômes ». Nous oublions d'ailleurs assez vite qu'il est assez culturellement commun de « déplacer les morts », de leur offrir selon un cycle

Il est commun de « déplacer les morts », de les déterrer pour pratiquer des « secondes obsèques ».

temporel bien précis différents lieux de sépulture, de les déterrer pour pratiquer des « secondes obsèques ». Nous savons également qu'il ne s'agit pas d'opposition caricaturale entre société moderne et primitive, mais qu'en réalité, toute culture invente un « script funéraire » et

les soins afférents. Les chimpanzés ne sont pas en reste : l'ethnologue Tetsurō Matsuzawa avait observé le comportement mortuaire de Jire, qui continuait de porter sa fille morte sur son dos comme si elle était vivante, en attendant que la chair se décompose.

Et les fantômes dans tout ça, où se situent-ils ? « *Les fantômes (...) ne sont pas des ancêtres ratés ; ils ne sont pas le dévoiement, anecdotique et saugrenu, d'un ordre social que l'humain aurait institué pour se distinguer de l'animal. Ce sont les ancêtres qui sont des fantômes mis au pas (...) pour s'aligner sur les intérêts des vivants, pour être au service d'une répartition des pouvoirs et d'une reproduction du cosmos.* » Autrement dit, tous les morts sont potentiellement des fantômes, mais les vivants, selon des rites variés, créent les conditions de leur acceptabilité, mais surtout de leur contenance. D'une certaine manière, ils les « éduquent » pour qu'ils ne rôdent pas éternellement, mettant en danger la tranquillité de ceux qui respirent encore. ■



Défilé du 14 juillet 1945 à Paris. JANINE NIEPCE / ROGER-VIOLETT

Le souffle démocratique de la Libération

ESSAI L'historien Michel Pigenet retrace l'aventure humaine des « États généraux de la Renaissance » organisés par le CNR sur l'ensemble du territoire national en 1945.

Les États généraux de 1945. Une expérience démocratique oubliée, de Michel Pigenet, éditions du Croquant, 208 pages, 15 euros

Les commémorations du 80^e anniversaire de la Libération et de la fin de la Seconde Guerre mondiale tendent jusqu'ici à se concentrer sur la dimension militaire des événements et la célébration un peu abstraite de la liberté recouvrée. Pourtant, 1944 et 1945 furent tout autre chose qu'un retour à un état ancien interrompu par la guerre et les victoires fascistes. Ces années furent marquées par un élan démocratique d'ampleur proprement historique.

Michel Pigenet le rappelle en exhumant les États généraux de la Renaissance française. Ceux-ci se déroulent au palais de Chaillot, à Paris, du 10 au 13 juillet 1945, rassemblant près de 2000 délégués venus de toute la France. Les commissions rendent rapports et résolutions ; une proclamation et un serment de portée générale concluent la rencontre. La tonalité est souvent humaniste : « *Un pays n'est grand que par le travail de son peuple. (...) La nation doit assurer à tous les citoyens le droit à la vie, à la culture, aux loisirs, au repos et instaurer l'égalité économique et sociale.* » Des axes forts de mesures sont mis en avant : promotion de la démocratie politique inséparablement des « droits fondamentaux de la démocratie économique et sociale », appel à une retraite à 60 ans, allocations familiales dès le premier enfant, Sécurité sociale pour tous les travailleurs...

Mais, plus que la conclusion nationale, ce sont les initiatives prises en amont qui frappent. Au premier semestre 1945, la France et, en particulier, celle des villages et des petites villes, se couvre d'assemblées délibérant autour du programme du Conseil national de la Résistance (CNR) et, plus encore, autour de

« cahiers de la Renaissance française » qu'il s'agit de remplir dans l'évidente référence à la grande Révolution. Ici, on convoque la réunion au son du tambour ; là, par tracts, affiches, courriers...

UNE LARGE CONSULTATION CITOYENNE

Assurément, les communistes, très engagés dans ce processus, y tiennent une bonne place, mais les cahiers sont loin d'être la simple reformulation des mots d'ordre élaborés par le Comité central du PCF. L'affaire est portée par le CNR et ses déclinaisons (comités locaux et départementaux). L'exercice se veut une large et franche consultation citoyenne. La CGT y met également bien des forces. Le résultat est au rendez-vous, sans vrai équivalent depuis lors. À Montcuq (Lot), un habitant sur quatre se déplace. À Landerneau (Finistère), ils sont 500. Dans les Bouches-du-Rhône, des cahiers affluent depuis la quasi-totalité des communes du département.

Longtemps négligés par l'historiographie, ces états généraux reprennent vie grâce à cet ouvrage et aux archives récemment déposées de Louis Saillant, dernier président du CNR. Ils viennent rappeler l'intensité d'une vie démocratique irréductible aux seules formes électorales. ■

GUILLAUME ROUBAUD-QUASHIE

À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Les 13, 14 et 15 septembre

La librairie de la Renaissance
au Village du livre

Angela Davis, Dalya Daoud, Julie Pagis, Gérard Mordillat, Frédéric Paulin... Romanciers, poètes, auteurs vous y donnent rendez-vous.

Carnet



Robert Schmitz est décédé à l'âge de 81 ans. Inlassable bâtisseur de la Fête de l'Humanité, il s'apprêtait à vivre sa 52e édition, en tant que pâtissier sur le stand de la RATP. C'est au milieu de ses camarades

communistes et cégétistes qu'il a succombé des suites d'un arrêt cardiaque, le dimanche 8 septembre. Issu d'une famille communiste - son père fut déporté à Buchenwald -, Robert Schmitz était un militant de la première heure. Son CAP de pâtissier en poche, il adhère au PCF et à la CGT. Par la suite, il assume des responsabilités à la fédération PCF du Val-de-Marne et devient cosecrétaire de la section de Nogent-Le Perreux. Conseiller municipal dans sa ville du Perreux-sur-Marne, il a sans cesse défendu, durant tous ses mandats, la dignité humaine et les intérêts de classe du monde du travail. Le syndicaliste œuvra aussi au sein de l'union locale de la CGT du 12e arrondissement de Paris, pour faire avancer les questions sociales et culturelles, mais aussi porter les revendications des salariés. L'Humanité et la Fête de l'Humanité présentent leurs sincères condoléances à sa famille et à ses proches.

MOTS CROISÉS N° 23 025 par Martial Dubois

Table with 10 rows and 10 columns representing a crossword puzzle grid. Columns are labeled I to X, and rows are labeled 1 to 10. Black squares are placed at (2,8), (3,4), (4,6), (5,3), (5,9), (6,3), (7,7), (8,1), (8,5), (8,8), (9,4), and (10,3).

- HORIZONTALEMENT: 1. Série de soins de propreté donnés à un animal. 2. Colorations jaunes de la peau. Dans le coup. 3. Principe chinois qui régit toutes choses dans l'univers. Ils sont retenus contre leur gré. 4. Boîtes à voix. Le Guide. 5. Peuple de l'île de Hainan. Mettre en vers. 6. Fête du premier. Donnera plus de brillant. 7. Vers latin. Arc-en-ciel. 8. Lui. Il a son contre. Versus. 9. Greffés. Tiré de rien. 10. Fait eau de toute part. Emplettes.
- VERTICALEMENT: I. Saints dont les églises portent le nom. II. Instrument à vent. Sujet dépouillé. III. Affluent de l'Eure. Papillon qui apprécie les tissus. IV. Chemin de halage. Négondo. V. Corrosive. À elle. VI. Pot de laboratoire. À moitié. VII. Titre du fils aîné d'un souverain russe. VIII. Diriger. Série de coups de baguettes donnés sur un tambour. IX. Sur la Loire. Tige cylindrique. X. Entrepôts des produits agricoles dans des réservoirs.

Sa. VI. Têt. Mi. VII. Tsarévitch. VIII. Gère. Ra. IX. Gien. Rivet. X. Enslaves. VERTICALEMENT. I. Titilaire. II. Ocarina. Nu. III. Iton. Mite. IV. L. É. Erable. V. Erasive. 5. Li. Rimer. 6. An. Avivera. 7. Iambe. 8. I. I. Ut. Vs. 9. Entés. Créé. 10. Sue. Achat. SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Toilettage. 2. Ictères. In. 3. Tao. Otages. 4. Urnes. Reni.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès
Directeur Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance.
Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1er janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros
Siège social 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence

Boconseil. Tél. : 09 67 32 09 34.
E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 47
Publicité Comédiance.
Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ;
Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ;
Anthony Daquet, secrétaire général et codirecteur de la publication ;
Silvère Magnon, directeur des développements
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité
Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du mardi 10 septembre
35 471 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100% de fibres recyclées - IFDG.
Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



Les visites du facteur, ça aide à bien vieillir chez soi.

Les facteurs peuvent aussi livrer des médicaments, des repas, des courses et rendre visite aux plus fragiles pour favoriser leur maintien à domicile.

La Poste. Ça crée des liens entre nous.

La Poste - SA au capital de 5 857 785 832 € - 356 000 000 RCS Paris - Siège social : 9, rue de Coligny, 75016 Paris



Peut-on taxer les riches?

Partout dans le monde, les plus fortunés échappent largement à l'impôt.
Dans l'opinion publique, l'exigence de justice fiscale est très forte.

C'est souhaitable et possible. Les milliardaires ne fuiront pas la France et il est possible de lutter contre le nomadisme fiscal.

Les faits sont là, têtus : les inégalités de niveau de vie et de patrimoine augmentent. En France, alors qu'on dénombrait 147 milliardaires en 2023, contre 67 voici dix ans, la part de la richesse héritée dans le patrimoine total est passée de 35 % en 1970 à 60 % actuellement, mais le taux de pauvreté se maintient à un niveau historiquement élevé. La politique fiscale menée depuis 2017, taillée sur mesure pour les plus fortunés, a alimenté cette hausse des inégalités. Elle a en outre plombé le financement des services publics et de la transition écologique sans provoquer le « ruissellement » tant vanté

Accroître la lutte contre l'évasion fiscale est une nécessité absolue.

par ses partisans, et a miné le consentement à l'impôt, pilier de la vie en démocratie. Taxer les riches est donc légitime. Comment ? En imposant tous les revenus au barème progressif de l'impôt sur le revenu, en engageant une « revue des niches fiscales », en instaurant un impôt sur la fortune à assiette large et en renforçant les droits de donation et de succession. Accroître la lutte contre l'évasion fiscale est par ailleurs une nécessité absolue. Ces mesures, qui méritent d'être coordonnées au niveau international, ce qui prendra du temps, peuvent être mises en œuvre en France. Leurs opposants y voient certes la rengaine des mouvements politiques et sociaux de gauche et



VINCENT DREZET
Porte-parole d'Attac,
ancien secrétaire
général de Solidaires
finances publiques

arguent qu'elles provoqueraient la ruine du pays. Le discours est connu depuis le XIX^e siècle (les conservateurs s'opposaient alors à toute idée de créer un impôt sur le revenu, sur des droits de succession et un contrôle fiscal) mais ne s'est pas vérifié dans les faits. Pour exemple, de 1997 à 2017, seuls 0,2 % des redevables de l'ISF déclaraient partir à l'étranger tous les

ans. Certains revenaient et la plupart continuaient à investir en France. On peut cependant concevoir un dispositif pour neutraliser le nomadisme fiscal par une extension du principe de résidence fiscale, par exemple. Ils prétendent par ailleurs que ces mesures sont confiscatoires et anticonstitutionnelles. Or, le niveau au-delà duquel l'imposition globale d'un contribuable est plafonnée car jugée confiscatoire a été plus élevé dans le passé. Il est possible de faire évoluer cette notion.

Taxer les riches est donc possible... Rappelons que, selon l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen d'août 1789, qui a valeur constitutionnelle, « une contribution commune est indispensable » et doit être « répartie entre tous les citoyens en raison de leurs facultés ». On en est loin, notamment au vu des stratégies de défiscalisation et d'évasion fiscale des plus fortunés. Imposer davantage et mieux les plus riches permettrait de respecter ce principe fondamental, mais aussi de réduire les inégalités, de renforcer le consentement à l'impôt et de dégager des recettes publiques indispensables au financement des besoins sociaux et environnementaux. C'est une nécessité sociale, écologique, économique et démocratique. ■



POUR ALLER PLUS LOIN

Le rapport final du comité d'évaluation des réformes de la fiscalité du capital, **France Stratégie**, octobre 2023.

L'article « Taxer les super-riches : pourquoi et comment le faire ? » par le groupe Saint-Lazare, experts, chercheurs et fonctionnaires du domaine de la fiscalité internationale et des hauts revenus, et Bruno Palier, **Terra Nova**, 28 juin 2024.

Face à la sous-taxation des plus riches, il faut créer un super ISF. Il rapporterait plus en prenant en compte le patrimoine professionnel.

Alors que la progressivité de l'impôt est un principe cardinal de notre système fiscal, il est aujourd'hui patent que les plus riches contribuables parviennent à payer proportionnellement moins d'impôts sur le revenu que les autres citoyens. Selon l'Institut des politiques publiques, les impôts personnels (impôts sur le revenu et le patrimoine) ne représentent que 2 % du revenu des milliardaires français. Dans un rapport commandé par la présidence brésilienne du G20, l'économiste Gabriel Zucman a mis en évidence un phénomène similaire au niveau international, et formulé des propositions en vue d'une taxation renforcée des plus fortunés.

La réforme des impôts sur le capital voulue par Emmanuel Macron était censée favoriser les investissements. Cependant, le remplacement de l'ISF par l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), ainsi que l'introduction d'une imposition proportionnelle des revenus du capital (flat tax) n'ont eu aucun effet avéré sur l'investissement ou sur l'emploi. Rétablir l'ISF dans sa version antérieure à 2017 rapporterait déjà 4,5 milliards d'euros par an, ce qui n'est pas négligeable. Mais il est nécessaire d'aller plus loin.

Dans une récente note, nous avons défini ce que pourrait être un « super ISF » qui rapporterait plus. Seule une prise en compte combinée des taux, de l'assiette et des contraintes légales permettrait de restaurer la progressivité du système fiscal. Les contribuables les plus riches, souvent détenteurs d'entreprises, ont la capacité de substituer stratégiquement leurs revenus et leur patrimoine pour contourner les règles d'imposition en vigueur. En minimisant leurs revenus distribués et en les accumulant dans des holdings à l'abri de la

LE GROUPE SAINT-LAZARE ET BRUNO PALIER
Chercheur en science politique

taxation, les plus hautes fortunes échappaient largement à l'ancien ISF. Jusqu'à présent, l'exonération du patrimoine professionnel écartait de facto les

actions détenues par les dirigeants de société du giron de l'ISF. Un ISF avec une assiette plus large et qui prendrait en compte le patrimoine professionnel, au-delà d'un plancher devant permettre de protéger les propriétaires de petites et moyennes entreprises ou exploitations agricoles, serait beaucoup moins perméable aux stratégies d'optimisation fiscale. En outre, le plafonnement de l'ISF limitait le montant d'impôt sur le patrimoine éligible à 75 % de leurs revenus et grevait largement le rendement de l'ISF, comme l'a montré France Stratégie (2 milliards d'euros de non-rentree fiscale). Limiter le plafonnement à des situations où des contribuables peu liquides doivent s'acquitter de larges montants permettrait d'éviter cet écueil.

Enfin, compte tenu de la forte mobilité internationale des contribuables

Les impôts personnels ne représentent que 2% du revenu des milliardaires français.

les plus aisés, un retour de l'ISF devrait être accompagné d'un renforcement de l'exit tax (taxation des plus-values sur les capitaux acquis lors de la résidence en France pour les contribuables transférant leur résidence fiscale à l'étranger). La loi pourrait prévoir une extension de la résidence fiscale en France après le départ du contribuable aisé à l'étranger, à l'instar de dispositifs en place dans d'autres pays, comme la Suède par exemple. ■

À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Agora
dimanche
15 septembre
10 h 45

« Comment récupérer les 80 milliards d'euros d'évasion fiscale ? »

Avec Vincent Drezet, porte-parole d'Attac, Ophélie Gath, fiscaliste, et Nicolas Sansu, député PCF.

LES GRANDS CONCERTS DE LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Les Motivés!



De gauche à droite : Magyd Cherfi, Anne-Laure Madaule, Mustapha Amokrane, Céline Chesnel et Hakim Amokrane. ERIC MORERE/DALLE

En cette année marquée par la poussée historique de l'extrême droite, les Motivés! ont réservé leur plus grand spectacle au public de la Fête de l'Humanité, en réactualisant pour les années à venir le patrimoine musical antifasciste. « *Ami, entends-tu ?* »

« **L**a France ne mérite pas ça. NON! » titre *l'Humanité*, le 21 avril 2002, barant d'une croix raieuse le visage de Jean-Marie Le Pen. L'extrême droite accédait pour la première fois au second tour de l'élection présidentielle. On vous parle d'un temps que les moins de 20 ans... Le choc est immense et la gueule de bois violente. En septembre, la Fête de l'Humanité se lance devant un peuple de gauche groggy, qui n'a eu que l'été pour se remettre, après s'être massivement rangé derrière Jacques Chirac pour éviter le pire. « Éviter le pire », on connaît la chanson et on la chantera tant qu'il faudra. Les manifestations monstres du 1^{er} mai, quelques jours après la gifle électorale, sont restées dans les mémoires. Une marée humaine déferle dans les grandes villes de France. Dans les cortèges, la

bande-son d'une génération, issue d'un disque publié en 1999, *Motivés! Chants de lutte*. Fomenté par les membres du groupe Zebda et du collectif toulousain Tactikollectif, l'album accompagnait jusqu'ici les luttes altermondialistes en remettant au goût du jour quelques chansons parmi les plus emblématiques du combat antifasciste, dont un *Chant des partisans* revigoré, qui trouve un écho sonore dans le contexte postélectoral, comme un appel à « rester motivés » malgré le coup sur la casquette.

« METTRE DU BAUME AU CŒUR »

En cinq ans d'existence, les Motivés! n'avait donné qu'une vingtaine de concerts. Une présence rare que les musiciens militants réservaient à des moments choisis. « *Motivés ne peut intervenir en concert que pour de bonnes et profondes raisons, avec des chants qui n'ont pour raison d'être que s'ils sont chantés là où ils ont des raisons*

d'être chantés », confiait Mustapha Amokrane à *l'Humanité* dimanche. En cette rentrée morose, la Fête de l'Humanité leur offre un après-midi ensoleillé. « Nous allons expérimenter pour la première fois une formule 100 % Motivés!, et nous avons décidé de venir avec comme objectif premier de mettre du baume au cœur à tous les gens présents à la Fête », poursuivait Mustapha. Sur la grande scène, Hakim et Mustapha Amokrane, Magyd Cherfi, Anne-Laure Madaule et Céline Chesnel entonnent des chants révolutionnaires par vocation, internationalistes par nécessité : *El Paso del Ebro*, *Hasta siempre*, le *Chant des partisans*, *Bella Ciao*, la *Butte rouge*, *Bandiera rossa*, le *Temps des cerises* ou encore *Nicaraguita*, et quelques chansons d'Idir qui ont bercé l'enfance des frères Amokrane.

Surprise, Leïla Shahid, représentante en France de l'Autorité palestinienne, monte sur scène, suivie d'Ali Mansouri, porte-parole de la coordination 93 des travailleurs sans papiers. « *La Fête se situe dans un contexte particulier, après les mauvais coups reçus sur la tête avec ce qui s'est passé en France, mais aussi dans le monde, en Palestine, en Algérie* », avait prévenu Mustapha. Ce sera leur plus grand concert, devant 70 000 personnes. La communion est totale et le public définitivement motivé pour affronter les temps durs qui s'annoncent. ■

CLÉMENT GARCIA

HALA ABOU HASSIRA Nasser Abou Bakr, Ahmad Abu Holi, Majed Abu Shamleh, Jacky Albrand, **ANETHA** Clara Alibert, **ARIÉ ALIMI** Annabelle Allouch, Munther Amira, Pouria Amirshahi, Jean-Marie Angeli, Alice Animal, Cathy Apourceau-Poly, Nao Argouse, Rodrigo Arenas, Raphaël Arnault, Éliane Assassi, **HANNA ASSOULINE** **MANON AUBRY** Sophie Aujean, Clémentine Autain, Kassem Awad, Jérémy Bacchi, Marine Bachelot-Nguyen, Francis Balay, Ludivine Bantigny, Féris Barkat, Pauline Barraud de Lagerie, Pierre Barros, **PIERRE-LOUIS BASSE** Jean-Marie Baty, Frédéric Baudin, Nadège Beausson-Diagne, Jérôme Beauvisage, Stefan Bekier, Yessa Belkhodja, Pierre Bell-Lloch, Édouard Bénard, **SYLVIE BEN JABER** Mohamed Bensaïd, Eddy Bertrand, Ugo Bernalicis, **FABIENNE BÉRARD** Olivier Besancenot, Florian Besson, Laurence Biberfeld, **JEAN-PIERRE BIBRING** Claudine Bichet, Habiba Bigdade, Didier Billion, **SOPHIE BINET** Ghislain Blique, Antoine Blocier, Frédéric Boccara, Éric Bocquet, Bolchegeek, **MANUEL BOMPARD** Stéphane Bonnéry, Joëlle Bordet, **SHIRINE BOUKLI** Patrick Boulmier, **SOUMYA BOUROUAHA** Saliha Boussedra, Louis Boyard, Hervé Bramey, Rony Brauman, Florence Bremier, **IAN BROSSAT** Céline Brulin, **LAURENT BRUN** Marie-George Buffet, Tristan Cabello, **LUCIE CASTETS CALOGERO** **NICOLAS CANO** Aymeric Caron, Aurélie Castex, Jean-Victor Castor, Joanie Cayouette-Remblière, Vladimir Cauchemar, Léa Chamboncel, Yves Charpak, Fabrice Charrière, **ANDRÉ CHASSAIGNE** **CYRIELLE CHATELAIN** Fethi Cheikh, **ÉRIC CHENUT** Caroline Chevé, Maud Chirio, Arezki Chougar, Hadrien Clouet, Laurence de Cock, Francis Combes, Jean-Baptiste Comby, Évelyne Corbière Naminzo, Alexis Corbière, Jean-Pierre Corbisey, Olivier Corzani, Éric Coquerel, Fabrice Coudour, Alexandre Courban, **CÉCILE CUKIERMAN** La Culottée, François Da Rocha Carneiro, Safia Dahani, Dalya Daoud Véronique Daubas-Letourneux, Hendrik Davi, **ANGELA DAVIS** Mac Declos, **LÉON DEFFONTAINES** DJ Set, Alvaro Delgado, Michelle Demessine, Monique Dental, Jeanne Desaubry, Blaise Desbordes, **SYLVIE DESENNE** Pierre Dharréville, **ROKHAYA DIALLO** Stephen Di Tordo, Dieynaba Diop, Manuel Domergue, **VINCENT DREZET** Heloïse Dridi, **SYLVIE DUBOIS** Gwenn Dubourthoumieu, Marc Dufumier, **SARAH DUROCHER** Sophie Elorri, Véronique Eoche-Duval, **TIKEN JAH FAKOLY** **JEAN-PIERRE FARANDOU** Qaddoura Farès, **DIDIER FASSIN** Elsa Faucillon, **OLIVIER FAURE** Félicien Faury, Johanna Fernandez, Victor Fernandez, Maryline Filippi, Violaine de Filippis-Abate, Frédéric Fonton, **SARA FOREVER** Kären Fort, Charles Fournier, Bernard Friot, Kaltoum Gachi, Salomé Gadafi, **EDGARD GARCIA** Ophélie Gath, Vincent Gautheron, Jean-Philippe Gautrais, Maxime Gelly-Perbellini, Julio César García, Pierre Garzon, Louise Gaxie, **FABIEN GAY** Sigrid Gérardin, Baptiste Giraud, David Gobé, Aurélie Godard, **JUDITH GODRÈCHE** **ROLAND GORI** Maurice Gouiran, Les Grandes Bouches, Michelle Gréaume, Haikel Guémar, Ricardo Guerra, Kevin Guillas-Cavan, Nathalie Guimbretière, **MAHIR GUVEN** Florian Gulli, Gwendoline, Mehdi Haddab, Rodolphe Burger & Sofiane Saidi, Hania Hamidi, **SALAH HAMMOURI** Benoît Hamon, Alain Hayot, Olivier Herrmann, Maria del Carmen Herrera Caseiro, Albert Herszkowicz, Heuss l'Enfoiré, Hiba, Fabrice Hoarau, Bernard Horenbeek, David Horiot, Sylvestre Huet, Mickaël Huet, Pierre Jacquemain, Jahneration, Nicolas Jaillet, Jain, Vincent Jeanbrun, Marcellin Jehl, Sébastien Jumel, Juniore, Kalash Criminel, Émeline K/Bidi, Rachel Keke, Salim Khamallah, **ANGÉLIQUE KIDJO** Kerchak, **JUDITH KRIVINE** Nicolas Kssis-Martov, Valérie Labatut, **JEAN-PHILIPPE LABILLE** Gérard Lahellec, Annie Lahmer, André Laignel, Maxime

Laisney, **ASSAN LAKEHOUL** Lala & CE, Frédéric Lamarre, Christian Langeois, **MATHILDE LARRÈRE** Pierre Laurent, **LÉNA LAZARE** Antoine Léaument, **KARINE LEBON** Jean-Paul Lecoq, Sylvain Le Gouet, Thomas Le Goff, Patrick Le Hyaric, Éric Le Lann, Matthias Lehmann, Victor Lenny, Marine Leonardi, Alexis Lévrier, Bernard Lions, Jérémy Lorca, **LOUISE ATTAQUE** Léa Lo Van, Tristan Lucas, Lumi, **ALAIN MABANCKOU** Fanny Madeline, Mathieu Madénian, Anne-Cécile Mailfert, **VALENTINE MAILLOCHON** Frédéric Maillot, Céline Malaisé, Catherine Margaté, **PATRICK MARTIN PHILIPPE MARTINEZ** Céline Marty, Jean Massiet, **VALÉRIE MASSON-DELMOTTE** Emmanuel Maurel, Nikos Maurice, Clara Mautalent, **JEAN-LUC MÉLENCHON MENTISSA** Daniel Mermet, **PETER MERTENS** Ismaël Métis, **GUILLAUME MEURICE** Guilhem Mevel, Mejdaline Mhiri, Catherine Mills, Jeff Mills, Cyril Mokaiesh, Yannick Monnet, **NKOSINATHI EMMANUEL MTHETHWA** Maïté Mola, Johnny Montreuil, **GÉRARD MORDILLAT BENJAMIN MOREL** Paloma Moritz, René Moustard, Les Mutins de Pangée, Marcellin Nadeau, Yannick Nadesan, Marie-Cécile Naves, **THIERRY NIER** Olivier Neveux, Sandra Nkaké, **NICOLAS OFFENSTADT** Louise Oligny, Denis Olivennes, Ostpolitik, **PIERRE OUZOULIAS** Denis Öztoran, Julie Pagis, **UGO PALHETA** Bruno Palier, **MATHILDE PANOT** Johan Papaconstantino, Pardonnez-nous, Frédéric Paulin, Magali Payen, Hugo Pêcheur, Michèle Pedinielli, Christian Pellicani, Yvan Perez, Anaïs Perrin-Prevelle, **SWANN PÉRISSE** Tanguy Perron, Marc Perrone



ELLES/ILS SERONT À LA FÊTE

et sa bande, Sylvie Péron, Stéphane Peu, Lorette Philippot, Muriel Pico, **ERNEST PIGNON-ERNEST** Monique Pinçon-Charlot, Rafael Pineda, Gwenaël Plagne, Edwy Plenel, **BEN PLG** Marie Pochon, Dominique Poitevin, Emma Politi, **POMME NATACHA POMMET** Dominique Potier, Mathilde Pousseo, Dominique Pradalié, Vijay Prashad, Ana Prestes, Franck Prouhet, Christophe Prudhomme, **JEAN RADVANYI** Gilles Ramstein, Pauline Rapilly Ferniot, **LÉNA RAUD** Lydie Rauld, Pablo Rauzy, Anna-Lena Rebaud, **BENOÎT REBOUL-SALZE** Charlotte Recoquillon, Irénée Régnault, Mereana Reid Berthelot, **LUC RÉMOND** Nicolas Renahy, Kim Reuflet, Davy Rimane, **PHILIPPE RIO** Justine Ripoll, Michèle Riot-Sarcey, Jean-Louis Robert, Denis Robin, **SUZY ROJTMAN** Johanna Rolland, Aurélien Rousseau, **FABIEN ROUSSEL** Fabienne Rouchy, La Ruda, François Ruffin, **LA RUMEUR** Alain Ruscio, Erwan Ruty, Arnaud Saint-Martin, **SALOMÉ** Nicolas Sansu, Eva Sas, Santa, Pascal Savoldelli, Rita Scapinelli, **SCH** Eva Schmeltz, Éléonore Schmitt, Maxime Séchaud, João Selva, Michel Séonnet, Pierre Serna, **SHAKA POKK** Silvana Silvani, Jean-Pierre Siméon, Danielle Simonnet, Stéphane Sirot, Mariam Sissoko, Anthony Smith, **MC SOLAAR** **DOMINIQUE SOPO** Philippe Sudre, **HENRIETTE STEINBERG** Gérard Streiff, Carole Sulli, Sophie Taillé-Polian, Léa Talrich, Maja Tegeler, Thérèse, Benoît Teste, **THE DOUG** Julien Théry, Marguerite Thiam, Bernard Thibault, Pascal Thiriet, Frédéric Thomas, Guillemette Thomas, **TINARIWEN EMMANUEL TJIBAOU** **MARINE TONDELIER** Alice Toussaint, **TRAN TO NGA** Catherine Tricot, **STÉPHANE TROUSSEL** Aurélie Trouvé, Anne Tuillon, Urbs, **OTTO VAILLANT FRIAS** David Valence, Boris Vallaud, Alexandrine de Vallois, Thierry Van Hasselt, Paul Vannier, Marie-Claude Varailles, Raquel Varela, Bernard Vasseur, José Vieira, **CÉCILE VELASQUEZ** Serge Vidal, **CÉDRIC VILLANI DOMINIQUE DE VILLEPIN** Yuna Visentin, Jérôme Vivenza, Voyou, Antoine Vugliano, **LESVULVESASSASSINES** Worakls Orchestra, Francis Wurtz, Robert Xowie, Zélie...